

tribune socialiste



Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié

n° 584 — mercredi 4 juillet 1973 — 2 F

LA LIBERTE
EN DANGER



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro : Jacques-
Pierre BERNARD - Robert CHAPUIS -
Françoise CLAIRE - Christian GUER-
CHE - Bernard JAUMONT - Alain KRI-
VINE - Edgar MORIN - Thierry MO-
RUS - Alain RANNOU - Pierre VIEL-
HECAZE.

Photos : A.D.N.P. (E. Lamy) : 7 —
A.F.P. : 4 - 7 — A.G.I.P. : 10 - 19 —
Pierre COLLOMBERT : 11 - 12 - 13 —
Gilles HATTENBERGER : 19 — Elle
KAGAN : 5 — M. D. PUECH : 6 —
VIVA-François HERS : 9 — D.R. : 11 -
12 - 14 - 18.

Dessins : BAROU : 10 - 15 — Les
cartes de la page 11 sont reproduites
du numéro de juin du *Sauvage*. Le des-
sin de VASCO de la page 9 a été publié
dans *Le Monde*.

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction : 566-45-64

Administration : 566-45-37

9, rue Borromée - 75015 PARIS

Publicité : Information 2000

Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Tirage : 25.000 exemplaires.

Voilà. Au moment de « boucler »
ce dernier numéro régulier avant l'in-
terruption de l'été, il nous reste au
bout de la plume comme un sentiment
d'impuissance. Ce n'est pourtant pas
le moment de nous taire ! Même s'il
ne faut pas s'emballer, nous sentons
que cette période — toute de vacan-
ces qu'elle soit — est très importante.
La dissolution de la Ligue Communis-
te n'empêchera pas, Alain Krivine le
dit dans ces colonnes (page 4), les
militants trotskystes « de penser et
d'agir ». Il n'en reste pas moins que
les symptômes s'accroissent d'un dur-
cissement continu du pouvoir dont
Pompidou et Marcellin eux-mêmes ne
savent peut-être pas où il s'arrêtera...

Même si Marcellin, comme l'expli-
que Christian Guerche (page 5), n'est
en l'occurrence que le fidèle exécutant
d'une politique concertée en haut
lieu, et avec laquelle il est en pleine
communion, non pas d'idée, mais de
matraques, ce n'est pas un seul hom-
me qu'il faut dénoncer comme l'enfant
de Pétaïn — même si la rime est ri-
che — mais le régime tout entier. Pas
un ministre, pas un grand commis de
l'Etat ne peut plus désormais se dé-
douaner d'une politique aussi dange-
reuse par ce qu'elle fait que, par ce
qu'elle sème.

Déjà les fruits d'Ordre Nouveau
poussent sur l'arbre pourri du racis-
me. Nos camarades de Grasse nous
expliquent (page 6) le sens des ac-
tions qu'ils ont menées pour empêcher
la bonne ville de M. Hervé de Fontmi-
chel, digne représentant de ce régime
de bedaines que vitupérait l'autre jour
Régis Debray, de devenir la capitale
des premiers pogromes dans la Fran-
ce des années 70...

En même temps que d'une petite
ville des Alpes-Maritimes nous vient la
rédaction de Muriel (14 ans) qui mon-
tre que tout n'est peut-être pas aussi
pourri que la presse peut le laisser
croire, dans ce royaume de France ;

**à nos lecteurs et à
nos diffuseurs :
un numéro en août**

T. S. reparaitra régulièrement le
MERCREDI 5 SEPTEMBRE. Le 8
août est prévu un numéro d'été de
huit pages : pensez à en organiser
la réception et la diffusion !

au moment où tant d'élèves passent le
bac et déurgissent aux examinateurs
la vérité du savoir officiel, on sent vi-
brer dans ce devoir tant de générosité
et de sincérité qu'on se prend à ne
plus désespérer... (page 7).

Chez Lip non plus, on ne désespè-
re pas. On ne désespère pas malgré
les vacances, l'intérêt qui peut retom-
ber, les difficultés ou les suspensions
qui peuvent surgir. Alain Rannou es-
saye d'en dégager les premières le-
çons, tandis que Jacques Gallus tente
de présenter les perspectives juridi-
ques d'issue du conflit (pages 14 et
15). Il n'est pas douteux que le geste
et l'audace des travailleurs de Lip ser-
viront longtemps de référence pour
les luttes à venir de la classe ouvrière
de ce pays ; aussi avons-nous le de-
voir (tout aussi indispensable que le
soutien et la vente des montres) de
réfléchir sur cette étonnante grève où
ce sont les patrons qui restent chez
eux...

Les travailleurs de Lip ont remis à
plus tard leurs vacances pour sauver
leur emploi. La démobilité sur la-
quelle comptaient le Gouvernement et
la Direction n'ont pas eu lieu. A l'heu-
re où vous lirez ces lignes, vous serez

peut-être en vacances, ou sur le point
de partir, ou rêvant au départ.

Peut-être penserez-vous aussi aux
vacances, à ce qu'elles représentent,
pour vous, pour les autres, pour les
habitants de ces régions que vous al-
lez traverser, visiter. Nous sommes al-
lés les voir ; et nous avons pu consta-
ter leur volonté de ne pas laisser trans-
former leur pays en désert de « ma-
rinas » et de pièges à fric. Là aussi,
il y a des combats à mener où vous
avez votre place. (pages 9 à 13)

Il y aurait tant d'autres choses à
dire. Sur la mort de Boudia, assassiné
par les sionistes impunément après
Hamchari et Koubaissi ; M. Marcellin
ne peut tout de même pas surveiller à
la fois les agents de Golda Meir et les
militants de la Ligue !... Sur le Chili
où l'on a vu l'armée, un instant hési-
tante, à choisir de défendre le Gouver-
nement d'Unité Populaire contre les
menées factieuses (pages 17 et 18).

T.S. s'interrompt pour plusieurs se-
maines. Nous vous donnons rendez-
vous le MERCREDI 8 AOUT pour un
numéro intermédiaire d'été, puis le
MERCREDI 5 SEPTEMBRE pour re-
mettre ça de plus belle, si vous avez
pensé à la souscription avant de par-
tir et si Le Garrec n'a pas dépensé
tous vos sous au casino de Knocke-
le-Zoute. En attendant, on vous sou-
haite de bonnes vacances à tous.

Thierry MORUS

PERMANENCES :

Paris - 9, rue Borromée - (15^e) : une
permanence du secrétariat de la CNE
sera assurée en juillet et août, chaque
mardi et chaque jeudi, de 18 h à 20 h.
Avignon (84) : durant le festival (14 juil-
let - 15 août) permanence au local de
la section, 12, rue Paul-Sain, de 18 h à
20 h.

DECOUVERTE ET CULTURE LOISIRS

94, rue Notre-Dame-
des-Champs
75006 PARIS
Tél. : 325.00.09
CEVENNES
MAS EN AUTOGESTION
Juil'et - Août
1 semaine : 55 F
(sans la nourriture)
En Août : Tchécoslovaquie
Algérie, Yougoslavie, etc...

de la chine

QUI DIRIGE LES USINES EN CHINE ?
LES CHINOIS ONT-ILS LE DROIT DE S'EXPRIMER ?
COMMENT SONT VECUS AVORTEMENT ET CONTRACEPTION
EN CHINE ?

LA FAMILLE EXISTE-T-ELLE ENCORE ?
LA REVOLUTION CULTURELLE, QU'EST-CE QUE C'EST ?
RAPPORTS ENTRE OUVRIERS ET PAYSANS ?
QU'EST-CE QUE LA MEDECINE CHINOISE ?
L'ECOLE CHINOISE ?
LES CHINOIS SONT-ILS HEUREUX ?

A ces questions et à bien d'autres, deux camarades, Thérèse,
militante ouvrière du Nord et Marie-Renée, militante paysanne du
Finistère, de retour de la République Populaire de Chine, ont
tenté de répondre au cours de nombreux meetings et réunions.
Un intérêt profond pour l'expérience révolutionnaire chinoise
s'est manifesté dans ces assemblées. Afin que leurs réponses
soient largement diffusées, ces camarades vous proposent dix
brochures racontant au jour le jour leur expérience de six se-
maines dans la Chine de Mao.

Ces brochures sont écrites. Sans votre aide financière, elles
ne seront jamais imprimées.

10 BROCHURES 15 x 21 DE QUARANTE PAGES
SOUSCRIPTION POUR LES 10 BROCHURES ■ 18 F
SOUSCRIPTION DE SOUTIEN A PARTIR DE ■ 50 F

NOM PRENOM
ADRESSE CODE POSTAL

BULLETIN A RETOURNER DANS LES PLUS BREFS DELAIS (LES
IMPRIMEURS N'ATTENDENT PAS !) ACCOMPAGNE D'UN CHE-
QUE OU D'UN MANDAT A A. CARETTE, 21, RUE DESBARBIEUX,
59170 CROIX. CCP LILLE 13 82 49.

AVANT DE PARTIR EN VACANCES

Vous n'avez oublié ni l'eau, ni le gaz...

N'OUBLIEZ PAS LA SOUSCRIPTION

Reçu à ce jour 194.045,00 F
Reste à couvrir 205.055,00 F

(27-6-73)

**Vous croyez qu'on le prend à la rigolade...
si vous saviez comme c'est sérieux !**

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à
M., Mme, Mlle (nom et prénom)
Adresse complète : Rue
Ville

No
No département

Je désire souscrire un abonnement de :
1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :
1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE MANIFESTE DU PSU ».
TRIBUNE SOCIALISTE, 9 rue Borromée, PARIS — CCP Paris 526-65

POUR PRENDRE CONTACT

Je désire prendre contact avec la section PSU la plus proche de mon domicile - de mon lieu de
travail (1) :
Nom :
Prénom :
Adresse :

Profession :
Lieu de travail (1) :
BULLETIN A RETOURNER AU PSU, 9, RUE BORROMEE, 75015 PARIS

(1) Précisez le cas échéant

sur les libertés

CONSCIENT de la gravité des atteintes portées par le pouvoir aux libertés, le PSU avait été partie prenante de la manifestation du 20 juin pour la défense des libertés. Les discours de Druon, Galley et autres Fontanet, l'utilisation des CRS pour régler les conflits sociaux, la nomination de Bigeard au commandement de la région militaire de Paris, la ratonnade menée en commun par l'Ordre nouveau et les CRS contre les travailleurs immigrés à Grasse, le soutien implicite apporté par Marcellin à un affichage raciste d'Ordre nouveau dans Paris et à l'organisation de son meeting, la provocation policière tendue par le ministre de l'Intérieur à cette occasion, la dissolution de la Ligue communiste et l'extrême gravité de ses motifs (« loi anticasseurs », « tentative de meurtre ») imposent la riposte la plus ferme pour faire échec au régime d'ordre moral néo-pétainiste qui se met en place.

Comme le montre le témoignage de

journalistes et de policiers, on peut penser que c'est bien un piège qui a été tendu le 21 juin. Pourquoi le quartier général a-t-il transmis de fausses informations sur le déroulement de la manifestation ? Qui a délibérément aiguillé sur la manifestation des cars de police-secours ? Qui est à l'origine des tracts fascistes distribués dans les commissariats pour appeler à la grève ? Toute la lumière doit être faite sur cette provocation politique de Marcellin.

Seule une campagne d'explication, de mobilisation et de riposte de masse peut étouffer le caractère de plus en plus autoritaire du régime et la campagne raciste qu'il orchestre. C'est pour cette raison que le PSU n'a pas appelé à la manifestation contre l'Ordre nouveau. Il prendra toutes les initiatives nécessaires à la défense des libertés et à la lutte contre le racisme.

Aujourd'hui, Marcellin, intervenant directement dans l'instruction judiciaire,

frappe la Ligue communiste qui a su intervenir avec vigueur dans les mouvements de contestation menés par la jeunesse (Lycéens, armée, etc.). C'est tout le mouvement ouvrier qui est concerné par cette dissolution, et aucune exclusive ne saurait être admise. Le PSU tient à affirmer sa solidarité totale avec les militants de la Ligue communiste. C'est pourquoi :

— il soutient l'initiative de la création d'un comité contre la répression pour l'abrogation du décret de dissolution, la cessation de la répression contre les militants inquiétés et la libération immédiate d'Alain Krivine ;

— il participe, en liaison avec la Ligue communiste, au meeting des organisations démocratiques du mercredi 4 juillet, à 18 h 30, au Cirque d'Hiver ;

— il soutiendra toutes les autres initiatives que la situation rendra nécessaires.

Résolution de la DPN du PSU, Paris, 30 juin-1^{er} juillet 1973

Lip : les aider à vaincre

LA Direction Politique Nationale du P.S.U., réunie les 30 juin et 1^{er} juillet, salue la lutte exemplaire que continuent de mener les travailleurs de LIP à Besançon.

Ceux-ci ont démontré que même dans une situation difficile de liquidation de l'entreprise, il n'est possible que de développer une stratégie offensive qui inverse le rapport de force.

La lutte de Lip montre l'importance que revêt, pour les travailleurs, le contrôle de leur outil de travail et en conséquence la possibilité de changer les conditions mêmes du travail : rotation des postes — transformation de la notion de commandement — direc-

tion collective de la lutte et du travail — suppression des cadences imposées — répartition égalitaire des fruits du travail en fonction de la situation familiale. De plus, elle prouve que le patronat n'est pas indispensable à la marche de l'entreprise.

Mais la forme de contrôle mise en place par les travailleurs de Lip se heurte au fonctionnement du mode de production capitaliste dont les limites doivent être franchies nécessairement pour que la généralisation de cette nouvelle stratégie offensive de contrôle ouvrier puisse déboucher sur un changement de société.

Organisation démocratique de la lutte, transfert du pouvoir aux

travailleurs, prise en charge de la production même : la lutte des travailleurs Lip, plus clairement encore que celle des travailleurs des chantiers de la Clyde en Angleterre, ouvre une perspective nouvelle pour la classe ouvrière aussi importante que l'action d'occupation d'usines née en 1936.

Dans de nombreuses entreprises où les travailleurs sont confrontés à des situations analogues, ils sauront utiliser toute la richesse des acquis de la lutte de Lip pour trouver des solutions qui, rompant avec la légalité du capital, puissent leur permettre de vaincre aujourd'hui.

Mais dans bien d'autres situations, les travailleurs, dans leur entreprise ou en dehors, sauront

développer la stratégie offensive née à Lip pour conduire à la victoire d'autres luttes face au patronat et à son Etat.

Pour le P.S.U., d'ores et déjà, ses militants peuvent constater que cette lutte confirme dans la pratique toutes les caractéristiques et les racines de la société socialiste à construire et qu'il a définie dans le Manifeste voté à Toulouse sous le nom de socialisme autogestionnaire.

La D.P.N. du P.S.U. appelle ses fédérations et l'ensemble des organisations ouvrières à intensifier leur soutien aux travailleurs de Lip afin de les aider à vaincre. Déclaration de la D.P.N. du P.S.U.

Paris - 30 Juin - 1^{er} Juillet 73

opération vacances 73

Comme l'an dernier, différentes fédérations vont organiser des actions de lutte contre l'aménagement touristique capitaliste. Elles proposent également aux militants diverses rencontres amicales.

L'an dernier, en Aquitaine, le bilan a été particulièrement positif. Un compte rendu de cette action est paru dans « Spécial Cadre de Vie » n° 7.

La fédération de la Gironde continue l'action cette année autour de Cap Breton.

La même opération doit avoir lieu sur la côte du Roussillon, dans la région de Cannes, dans celle de Royan, ainsi que près de Montpellier.

En Savoie, les militants aident directement des villageois et se proposent aussi d'intervenir dans les grandes stations.

Faites connaître votre adresse de vacances pour entrer en contact, soit à la commission « Cadre de Vie » qui transmet, soit directement.

- COTE AQUITAINE
Fédération PSU Gironde, 11, rue Dupaty, 33-Bordeaux.
- ROUSSILLON
PSU, 27, rue Dagobert, Jean-Claude Gillet, 1, rue Subra, 66000 Perpignan.
- LANGUEDOC
PSU Commission Cadre de Vie, 18, rue Sainte-Anne, 34000 Montpellier (exposition itinérante sur les plages du Languedoc-Roussillon).

- COTE D'AZUR
Section PSU de Cannes, 5, boulevard d'Alsace, 06-Cannes.
Pierre Bernard, Cave - La Roughière -, Saint-Vallier-de-Thiery (où les camarades pourront toujours acheter du bon vin).
Yvan Craipeau, tél. 89.53.09.
La fédération PSU des Alpes-Maritimes va sortir dans la première semaine de juillet un numéro spécial vacances de son journal.
Les actions qui pourraient être menées sont :
— organiser des ventes de « TS » et du « Poing Vacances » ;
— faire des rencontres de militants ;
— monter des actions (la fédé a déjà fait des occupations de plages privées et des manifs sur la pollution).
- SAVOIE
PSU, 17, rue Croix-d'Or, 73-Chambéry.
- COTE DE BEAUTE
Jean-Pierre DUFEIL, 12, avenue des Tilleuls, 17200 Royan.

- RENCONTRES MILITANTES D'ETE.
Tous les mercredis soirs, 6, rue Henner, 75009 Paris.
Profitez de l'été pour réfléchir en commun. Tous les camarades sont invités, y compris les camarades de province qui sont de passage à Paris.
- 11 juillet : Le contrôle ouvrier vers l'autogestion, avec des camarades de Lip.
- 18 juillet : Contrôle populaire, avec Georges Sud.
- 25 juillet : Quelles classes sociales pour le projet autogestionnaire, avec Serge Depaquit.
- 1^{er} août : Gestion ouvrière et capitalisme : coopératives, cogestion, participation.
- 8 août : Autogestion et production.
- 22 août : Quelle autogestion ?
- 29 août : Quelle stratégie, quelle organisation ?
- 5 septembre : Autogestion et bureaucratie.



police - famille -

Krivine :

" ce n'est pas seulement la Ligue qui est visée "

NON content de faire donner ses flics, le gouvernement Pompidou a décidé d'ouvrir ses prisons.

Mal élu en mars, inquiet face à la montée des luttes, discrédité par de multiples scandales, il ne sait plus répondre aux revendications ouvrières et aux aspirations de la jeunesse que par un seul langage : celui de la matraque.

Aujourd'hui, ce ministère de mouchards et de policiers interdit la Ligue Communiste. Derrière le prétexte exploité des manifestations antifascistes du 21 juin, le but est clair : faire payer à la Ligue Communiste son rôle grandissant dans les luttes des travailleurs, dans les mobilisations des jeunes, dans l'action antimilitariste. Pour des révolutionnaires, cette brutalité du pouvoir est une forme d'hommage.

un pas de plus

Mais ce n'est pas seulement la Ligue qui est visée, même si c'est elle que le pouvoir frappe aujourd'hui.

Cette répression concerne tous les travailleurs :

Après la tentative d'appliquer la loi anti-casseurs, loi scélérate, contre des militants syndicaux à Berliet,

Après l'envoi des flics contre les grévistes de Fos et de Besançon,

Après l'intervention d'un commando de nervis fascistes, totalement impunis contre le piquet de grève de Peugeot - Saint-Etienne,

Après la nomination de Bigard, spécialiste de la torture en Algérie, à un commandement militaire dans la région parisienne,

Après les téléphones écoutés, les théâtres bâillonnés,

La dissolution de la Ligue communiste apparaît clairement comme un pas de plus dans

l'escalade de la répression, beaucoup plus vaste.

C'est pourquoi est lancé un appel solennel à toutes les organisations du mouvement ouvrier, à tous les démocrates. A tous ceux qui s'indignent de voir le pouvoir tenir une fausse balance entre des apprentis nazis et ceux qui les combattent, en faisant semblant de punir les uns, pour mieux réprimer les autres.

le vent de mai

UNE RIPOSTE IMMEDIATE S'IMPOSE.

UNE CAMPAGNE DE MASSE DOIT ETRE ENGAGEE DANS L'UNITE LA PLUS LARGE POUR LA LEVEE DE CETTE MESURE.

Que la bourgeoisie le sache :

Ce décret scélérate remplira peut-être quelques cellules de prison, il n'empêchera pas des milliers de militants de continuer à penser et à agir. Depuis plus d'un demi-siècle, la répression bourgeoise et la terreur stalinienne n'ont pu venir à bout du mouvement trotskyste. Ce n'est pas un Marcellin qui y parviendra aujourd'hui. Le vent de mai 68 souffle trop fort dans la classe ouvrière et dans la jeunesse.

Contre ce régime d'exploitation et d'oppression,

Pour la révolution socialiste mondiale,

Ce n'est qu'un début le combat continue !

Le 28 juin.

ALAIN KRIVINE ■



Que l'on ne s'y trompe point. Raymond Marcellin est loin d'être le seul responsable de la provocation de la semaine dernière, dans laquelle la Ligue Communiste est malheureusement tombée et dont les conséquences immédiates sont connues de tous (dissolution de la Ligue, arrestation et inculpation d'Alain Krivine et Pierre Rousset, garde à vue pour d'autres militants), mais dont la suite dépend en grande partie de la faculté du mouvement ouvrier dans son ensemble à répondre massivement aux atteintes contre les libertés, et à le faire de manière offensive.

Il faudrait tout ignorer en effet des rapports entre le Gouvernement, l'Élysée et la majorité pour imaginer un instant que pareille situation se soit produite et développée, sans que Pompidou soit au courant, orienté et inflexible l'action du ministre de l'Intérieur, couvre toutes les mesures — légales ou illégales, peu lui chaut — qui viennent d'être prises.

« L'heure est à la fermeté », a dit Pompidou, et ses commis de s'exécuter. Pas dans le même élan, pas avec la même conscience, non sans rogne et sans grogne, dans mille couloirs ministériels, mais s'exécutant tout de même.

C'est qu'il faut parer à l'essentiel. Et l'essentiel c'est de réunir toutes les forces de la droite, pour mettre de l'ordre dans la maison « majorité » et en finir avec les complaisances, qu'ici ou là on pouvait entretenir autour de projets, telle la « Nouvelle Société » de feu Chaban-Delmas, avec un bout de l'intelligentsia, quelques syndicalistes, et les couches techniques dont l'indécision horrible au bout du compte le chef de l'Etat.

idéal : les classes moyennes

A l'issue des élections de mars 1973, plusieurs interprétations étaient possibles. Deux d'entre elles ont pendant quelques semaines entretenu l'attention des observateurs politiques, sinon celle de l'opinion.

D'un côté, fortes des 13 millions de voix des électeurs qui les avaient ap-

puyées, les organisations signataires ou soutenant le programme commun de la gauche, ont cru que le relais se produirait en termes de luttes sociales. Des conflits importants ont eu lieu. Leurs caractéristiques sont diverses, et il serait bien imprudent en quelques lignes, d'en dégager les difficultés. Le fait est qu'elles ont existé, et que l'on ne peut pas parler d'un succès global et significatif.

Dans le même temps, et s'appuyant sur les résultats de la gauche unie, une partie des gaullistes croyaient que le temps était venu de redonner à la V^e République l'aspect populaire qu'elle a pu avoir pendant quelque temps, de Gaulle régnant et omniprésent.

Pompidou a entendu briser immédiatement le double mouvement qui pouvait se dessiner.

Et pour cela, il avait besoin d'une part de quelqu'un qui pouvait se présenter comme un idéologue libéral, Giscard d'Estaing, de l'autre, de quelques hommes de main, qui marquent brutalement la présence de l'ordre et de la morale.

Pour Giscard d'Estaing donc, il s'agit d'intégrer la classe ouvrière dans les classes moyennes. Mieux, il s'agit de répondre aux aspirations de la première qui ne souhaite au bout du compte, que d'accéder « aux valeurs culturelles portées et reconnues par les classes moyennes ».

Que sont ces valeurs ? Il n'est pas caricatural de les résumer au travers des autres ministres : M. Galley voit dans l'armée une école civique. Au demeurant, l'armée doit rester notre dernier recours dans la défense des institutions. M. Druon refuse toute « sébille » (subvention aux créateurs) et lais-



patricie

se le soin à son collègue Marcellin de disposer des cocktails Molotov. M. Taittinger quant à lui, et plus mal à l'aise reconnaissons-le, s'exerce à contenir la sexualité dans le cadre rigide des salles austères du collège ou du lycée, avant de s'inquiéter du triste état social d'une femme involontairement enceinte.

Les mélange de paternalisme et d'autorité rejoint de vieilles images et de vieux mythes. Ceux-là mêmes du pétainisme, dont Marcellin-la-Françisque peut effectivement donner une nouvelle interprétation.

« Pétain, connais pas », me disait un jeune militant l'autre jour. Je ne lui souhaite pas effectivement de connaître quelque chose qui lui ressemble. Et pourtant...

provocation

Que l'on veuille bien écouter les propos, en écho, du ministre Royer. Et l'on retrouvera la même thématique, en mineur. Car il s'agit ici d'utiliser les ambiguïtés du Cid-Unati, pour installer des valeurs plus aisément récupérables. Celles du poujadisme. Nous voilà plus proches de notre période. En termes chronologiques seulement...

Il reste cependant qu'au centre du dispositif, un homme continue de mériter la confiance du chef de l'Etat: Raymond Marcellin.

A cela, une raison, connue de tous les cabinets ministériels: il est devenu un homme de cour, parce qu'il sait partager et susciter toutes les obsessions de l'hôte de l'Elysée. Il y a du Saint-Arnaud là-dedans. Mais il faut y ajouter celles qui lui sont propres. Et qui tendent à assurer une permanence. Pour d'autres situations possibles. Ici c'est Fouché qui se dessine.

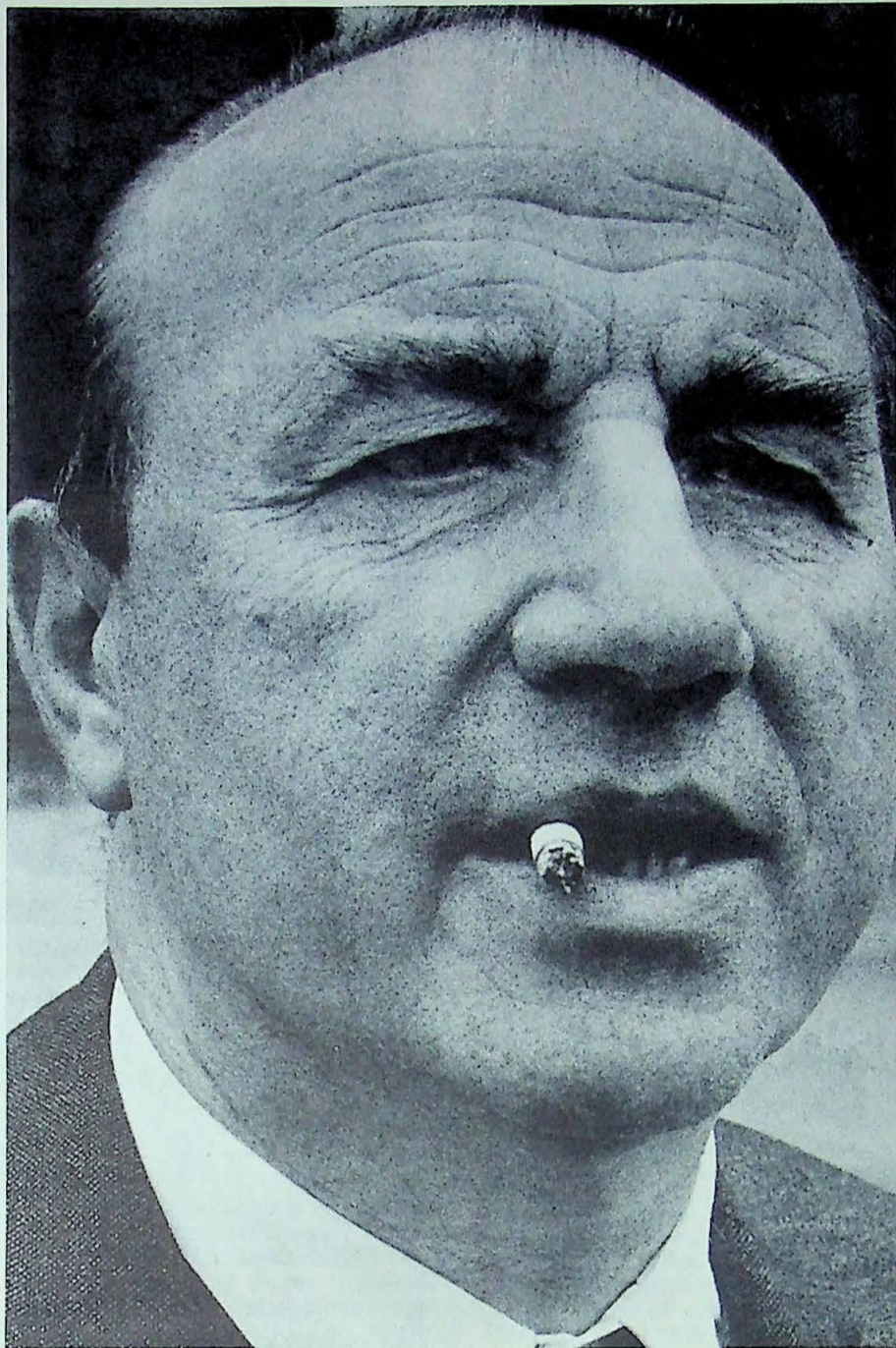
Il a cru deviner que le moment était venu de frapper un grand coup.

A quel moment se situe celui-ci? En termes d'information, retenons que le ministre a éludé toutes les questions qui lui ont été courageusement posées par Gérard Monate, secrétaire du syndicat le plus important des policiers.

à leur tour...

Nous avons reçu la photocopie d'une circulaire interne de la Commission « Culture et Education » de la Fédération UDR des Yvelines, extrêmement révélatrice de l'état d'esprit du parti majoritaire. Après avoir déploré la disparition de l'enseignement de la morale ("où les quelques principes essentiels du Respect, de l'Honnêteté, de la Discipline et de l'Honneur, considérés maintenant comme désuets et ridicules, ne sont plus enseignés"), des mathématiques classiques et du français, ils réclament des mesures:

« Il est grand temps de protéger l'Education nationale de l'influence néfaste des organismes et des individus qui, au service de mouvements politiques révolutionnaires, préparent la déchéance des Français de demain que sont nos enfants, qui préparent le désordre national pour pouvoir à leur tour



En termes d'interprétation, on peut s'interroger sur les raisons qui amènent l'Elysée à couvrir un incapable qui laisse blesser 76 policiers par 2.000 militants, alors que le contingent de protection policière, officiellement donné, était de 2.600 policiers en tenue.

Une raison officielle est donnée: les policiers ont été surpris. Qui nous garantit que d'autres « surprises » ne sont pas actuellement préparées? Rien en tout cas, du côté du pouvoir.

Ce qui veut dire en clair, qu'il nous faut passer à l'offensive. Pour libérer Krivine, Rousset et les autres camarades emprisonnés. Pour obtenir l'abrogation de la dissolution de la Ligue Communiste.

Pour nous abriter des « surprises » de Raymond Marcellin, trop, beaucoup trop, liées aux phantasmes de la bourgeoisie.

Christian GUERCHE ■

[admirez le: « à leur tour »! quel aveu] régner et asservir et soumettre la FRANCE à d'autres puissances. Ces destructeurs que l'on trouve:

- dans les principaux syndicats de l'Education Nationale.
- dans les Associations d'Etudiants,
- dans une Association de Parents d'Elèves,
- dans des Associations extra-universitaires généralement dites d'Education Populaire qui avec l'aide et le soutien de l'Education Nationale, s'insinuent dans les activités scolaires pour y répandre leur poison.

- dans des organismes de presse diffusant leur littérature insipide dans les écoles (...) La tâche est immense. Nous souhaitons que la rénovation et l'épuration de l'Education Nationale devienne une réalité ».

Maréchal, nous voilà ! ■

la résistible escalade de

Raymond Marcellin

A TOUT bien considérer, je crois que tout a commencé le 28 juin 1973, après l'interdiction de la Ligue communiste; il faisait très chaud ce jour-là lorsque le porte-parole du gouvernement annonça la mesure au sortir du Conseil des ministres. La Ligue s'était précipitée dans l'énorme provocation qui lui était tendue: ça n'a pas raté. Marcellin n'attendait visiblement que ce prétexte...

Quelques mois plus tard, fin mars-début avril 1974, une grande vague d'occupation d'usines avec remise en route de la production éclatait en Bretagne; accusé d'avoir déclenché et favorisé le mouvement, le PSU était poursuivi en vertu de la nouvelle loi sur « la conspiration contre la propriété » votée en novembre 73, et finalement dissout après la suspension de ses élus.

Le Parti communiste et le Parti socialiste organisèrent de gigantesques manifestations de rues pour protester contre « cette nouvelle atteinte aux libertés démocratiques »; des centaines de milliers de signatures furent recueillies sur d'innombrables pétitions.

En octobre, après la démission de Pompidou pour raison de santé, la campagne électorale fut acharnée. Giscard n'avait dû son investiture qu'à de solides concessions à l'extrême-droite, et une fois de plus des incidents entre colleurs d'affiches firent plusieurs morts. A gauche, bien entendu. Il n'y a de martyrs qu'à gauche. Le 27 octobre, les bandes armées du Parti national populaire, créé par François Brigneau et Le Pen après la dissolution d'Ordre nouveau et du Front national, attaquent un meeting du Parti communiste au Palais des Sports. Les bagarres furent d'une violence sans précédent. Le Premier ministre, Pierre Messmer, obtient du président de la République par intérim, Alain Poher, que des poursuites soient engagées contre le secrétaire général du PCF en vertu de la loi anticasseurs. Début novembre, l'Assemblée réunie en session extraordinaire vote la suspension de l'immunité parlementaire

de Georges Marchais. Par 287 voix contre 286. Il n'y a pas eu d'abstentions; un seul député était absent, Jean-Jacques Servan-Schreiber, retenu à Bezons par l'érection d'une stèle aux premières victimes de Concorde.

Giscard élu, il fait appel à Marcellin comme Premier ministre, à la surprise générale. Mais après tout, celui qui avait été pendant sept ans le ministre de l'Intérieur du général de Gaulle et de Georges Pompidou n'était-il pas membre des Républicains indépendants? Autre surprise de taille: la création dans le gouvernement Marcellin d'un secrétariat d'Etat à l'immigration sauvage, confié à François Brigneau.

Début janvier 75, des comptes rendus d'écoutes téléphoniques permettaient d'apporter la preuve que le Parti communiste français prenait ses ordres à Moscou, et une loi votée pour la circonstance, dite loi pour la protection de l'unité nationale, autorisa l'interdiction des « partis séparatistes ». Jacques Duclos ne dut qu'à son grand âge d'échapper à la prison tandis que Roland Leroy allait partager la cellule de Gérard Monate, ancien secrétaire des syndicats de police...

Voilà quelles sont, je crois, les dates marquantes des événements qui se sont déroulés en France depuis près de deux ans. Aujourd'hui, à Santiago du Chili, d'où je t'écris, une manifestation de plus de cent mille personnes se dirige vers le port pour refouler Druon qui vient d'arriver comme ambassadeur de France. On pense qu'Allende va céder à la pression populaire et rompre les relations diplomatiques avec la France. En tête du cortège, une immense banderole porte, en français, cette déclaration de Pompidou, après l'interdiction de la Ligue communiste, le 28 juin 1973: « Le monde actuel est porté par un profond mouvement vers la tyrannie. Nous nous acharnons à sauver la liberté. La défense de la liberté suppose la fermeté. »

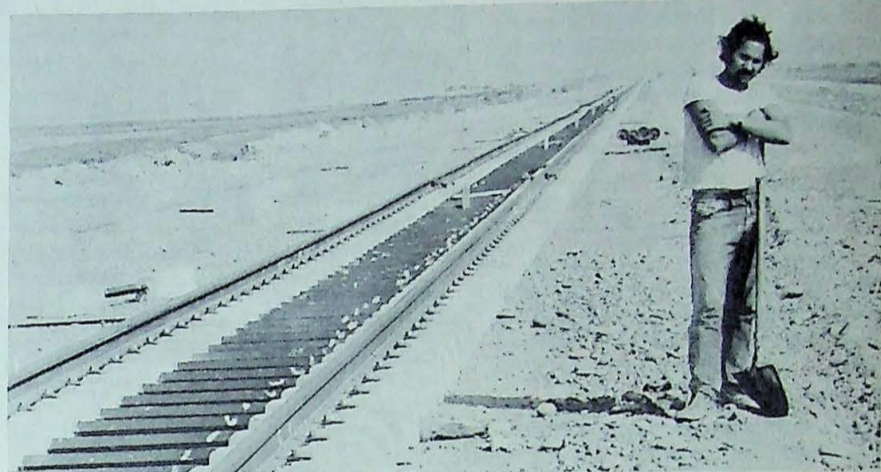
Thierry MORUS. ■

écrasons l'in

Au moment où Ordre Nouveau étalait sur nos murs ses slogans haineux ; au moment où il tenait en plein Paris, avec la complicité honteuse d'un gouvernement et d'un régime qui revendiquent une filiation directe avec la Résistance au nazisme, un meeting digne de l'auteur de Mein Kampf ; au moment où l'on ratonnait dans les rues de Grasse ; au moment où le capitalisme et ses fondés de pouvoir de l'Elysée et de Matignon s'apprêtent, à Fos et ailleurs, à rejeter à la mer une main-d'œuvre dont ils n'ont plus l'usage immédiat ;

Quelque part dans un lycée de la Côte d'Azur, une élève de 3e rédigeait son devoir de français. Sujet : « Vous croisez souvent des travailleurs immigrés dans la rue. Racontez, exprimez les sentiments que vous éprouvez, et les idées qui vous viennent devant le spectacle de cette réalité ».

MURIEL est une jeune Française de 14 ans. Nous n'avons pas changé une virgule dans le texte de sa rédaction, que nous publions ci-dessous intégralement.



Parce qu'elle nous paraît la meilleure réponse, la plus claire, la plus naïvement lucide, la plus terrible aussi, aux déjections de M. François BRIGNEAU, et de ses amis aux gueules carrées.

B.L. ■

Je descendais sur le port, balançant mon cartable à bout de bras, le vent dans les cheveux. De loin, je le voyais mon père, docker au milieu des autres. Je posais mon cartable et lui sautais au cou. Sa barbe me râpait les joues et c'était bon.

— « Oh ! Papa... ! ».

Il allait chercher du pain, du saucisson et des carrés gervais. Un Algérien l'accompagnait, portant une vache à eau.

Immédiatement, un attroupement d'Algériens et de Portugais se formaient autour de nous. Je sentis mes muscles se contracter. J'avais toujours peur un instant puis me relâchais. J'écoutais.

— Pierre ! du pain.

— M'sieur du pain s'il te plaît !

— Pierrot, « donné moa dou pain » !

Mon père donnait, riait, jurait. Je les regardais tous, ces hommes sales de la tête aux pieds, affamés et harassés. Je les vis couper un gervais en quatre et partager une cigarette en deux. Solidarité simple. Je me sentais dévisagée. Seule au milieu d'eux, j'étais malgré tout bien à mon aise. Je serrais souvent les grosses mains calleuses et chaudes de mon père. Je mangeai du saucisson assise sur un cageot, dans le pétrole et les ordures. Le saucisson avait lui aussi le goût du pétrole, pour moi comme pour eux.

Le contremaître passait et nous toisait :

— « crève salope ! » dis-je un jour assez bas. J'étais enfant mais j'avais déjà un vocabulaire de charretier.

le but de ma vie

Même ceux qui ne parlaient pas français avaient compris. Je reçus en plein visage de bons sourires, de bons regards. Des visages mangés de barbe, des petits bonnets de ski ou des bonnets afghan, des yeux refusant toute pitié, des hommes. Mon père les aimait beaucoup mais les traitait intérieurement en rivaux. Moi, je les aimais tout court. Mon père c'était Pierre au milieu de Mohamed et des autres, c'était un type qui trimait pour pouvoir faire manger sa gosse et sa femme à l'hôpital. Je voulais travailler avec eux. Je voulais être un garçon.

Maintenant, je voudrais exterminer ce gouvernement de merde. Des hommes se tuent au travail de 8 heures du

matin à 6 heures du soir, dans la crasse, la honte, dans la solitude, subissant le dégoût des autres et gagnant 1.000 F par mois pour vivre, rendre heureux, payer loyer et impôts, etc.

C'est tout ? Faudrait crever aussi non ? J'y ai été moi dans cette situation.

Je mangeais des patates et jouais au foot avec des boîtes de conserves

quand mon grand-père était au charbon. Je traînais les vêtements des autres. C'était l'équipe des sandales en plastique, c'était la fin de mon enfance. Mon père devait rentrer à l'E.D.F. pour poser des compteurs peu de temps après. Puis ma mère a pu travailler.

Depuis, je mange de la viande et je porte des chaussures, mais j'ai la haine la plus profonde qui existe pour

cette société qui juge et qui tue, mais j'ai l'espoir qu'on pourra tout changer. Ça sera long, on va se succéder et prendre les relèves. On souffrira peut-être mais on gagnera.

Il faut que les hommes, ces ouvriers, ces Algériens, prennent conscience de ce qu'ils sont ; responsables égaux, unis, capables, maîtres d'eux-mêmes.

Le jour où ils auront compris, on aura atteint le but de ma vie. ■

● GRASSE : un parfum immonde...

La manifestation du 21 juin était incontestablement, dans sa forme, une maladresse qui a permis au pouvoir de tendre les filets de la provocation. Sur le fond, pourtant, il est tout aussi incontestable qu'il n'est que temps de réagir sérieusement, massivement, à la campagne raciste qui se développe en France à l'instigation des néo-nazis d'Ordre Nouveau. Les événements de Grasse, le mois dernier, illustrent bien cette urgence.

GRASSE, cité des fleurs et des parfums, entre mer et montagne, dit le dépliant touristique — 32.000 habitants — 15.000 actifs.

C'est aussi l'un des rares centres industriels du département des Alpes-Maritimes avec ses 3.500 salariés de la parfumerie, ses patrons style Louis XV (après moi le déluge !) se disant, sociaux, en fait parternalistes.

Depuis quelque temps, le climat social se dégrade car l'emploi est menacé. — Une usine : U.O.P. FRAGRANCE (ex CHIRIS) vient de faire grève. — La revendication des ouvriers : revalorisation des salaires, prime de vacances, défense de l'emploi.

La communauté immigrée est très nombreuse, 5.000 Espagnols, la plus grande partie du reste de la population laborieuse est constituée d'Italiens ou descendants d'Italiens, plus une forte communauté nord-africaine.

Sur tout cela règne un maire : Hervé de Fontmichel, jeune loup centriste lié

au patronat grassois et à la vieille bourgeoisie locale dont il est partie intégrante.

Lundi 11 juin, les immigrés tunisiens manifestent en ville contre la circulaire Fontanet et pour leur condition de logement. — Le matin, c'est plus de 200 travailleurs qui parcourent les rues de la ville après un meeting sur la place du marché, au cœur de la vieille cité, leur ghetto. — L'après-midi, les Algériens et quelques Français se joignent à eux, la grève générale est décrétée en A.G., 500 travailleurs entament un nouveau défilé.

Le mardi 12, au matin, nouvelle A.G. : les travailleurs décident d'envoyer une délégation à la mairie. — Le Maire, complètement affolé, demande à la police d'intervenir pour disperser les manifestants qui se sont regroupés sur la place du Puy. Là, il estime que les flics locaux ne sont pas assez « durs », il fait donc actionner les sirènes d'incendie et mobilise les

pompiers et sa garde prétorienne (police municipale) dont certains membres sont bien connus pour leurs opinions fascistes et racistes. Il s'ensuit une échauffourée.

L'après-midi, les immigrés se rassemblent sur la place du Marché. Là, ils attendent que la délégation soit enfin reçue à la mairie. Ils reçoivent des manifestations de solidarité de camarades du P.S.U., de la Ligue, de T.C. et de l'U.C.M.L. — les langues se délient : « moi, dit un travailleur tunisien,

— Une autre des publications d'Europe Action.

ON RECHERCHE :



MOHAMED BEN ZOBİ
né en Algérie
résident en France



CET HOMME EST DANGEREUX !

Susceptible de :





Tuer ! Voler ! Piller de...
Pour le trouver, inutile d'aller très loin... autour de vous il y a :

700.000 COMME LUI !

La propagande des « nationaux »

fâme



Les preux défenseurs de la civilisation occidentale et chrétienne



je suis entré en France avec un passeport touristique, j'ai trouvé du travail et il me faut maintenant retourner en Tunisie pour me mettre en règle avec la circulaire Fontanet», un autre : « nous voulons être considérés comme des hommes, le matin, on dit bonjour à tout le monde sur le chantier, sauf aux bouniouls... ».

Le maire, de Fontmichel, qui a promis dans sa campagne pour les municipales de jeter les Nord-africains hors de la ville, a fait, entre-temps, monter des brigades spéciales de la garde mobile. Ceux-ci se mettent en place tout autour de la place du Marché et, sur l'ordre du maire, chargent les immigrés. C'est le massacre. Jusqu'à 2 heures du matin, on fait la chasse « au faciès », allant jusque dans les pauvres taudis surbondés, tirant les travailleurs du lit pour les matraquer et les « embarquer ». Bilan : 40 à 50 arrestations, relâchés au matin avec un tampon indélébile sur le poignet. Trois blessés graves. On a vu un homme, la tête ouverte, ramassé par les pompiers dans la rue Droite, mais on n'arrive pas à savoir où il a été transporté. Le bruit de sa mort court dans la ville.

Le soir même, à l'initiative du P.S.U., les partis de gauche, d'extrême-gauche et les syndicats se réunissent pour créer un comité unitaire de soutien aux immigrés. Ceci est rendu impossible par l'attitude du P.C. et du P.S., trai-

tant les camarades de l'UCML de « provocateurs », puis le P.C. à son habitude jette l'exclusive sur la Ligue, la C.G.T. sur les Maos... Le P.S., le P.C., la C.G.T. préconisent une action dans le style « une seule solution, le programme commun ».

affoler la population

Enfin est décidé que les camarades de l'UCML, de la Ligue et du P.S.U., plus des inorganisés, se constitueront dès le lendemain en comité de soutien. Les camarades du P.S.U. préconisent que le contact soit gardé entre les camarades du programme commun et les révolutionnaires.

Du matériel est sorti : un tract du comité de soutien expliquant la situation des immigrés et la conséquence de la circulaire Fontanet,

— une affiche de soutien (proposée par le P.S.U. et signée par le P.C., le P.S. et le P.S.U.)

— un tract signé par le P.S., la Ligue et le P.S.U.

Pendant ce temps, en ville, la tension monte contre les immigrés, les agitateurs d'extrême droite répandent de faux bruits dans le but d'affoler la population et de la monter contre les immigrés « les arabes vont enlever les enfants des écoles, des femmes ont

nettoyer la prose nazie

A Maubeuge, comme partout en France, les slogans racistes d'Ordre Nouveau ont fleuri sur les murs. Nos camarades là-bas ont réagi par un après-midi de « nettoyage » public. Tout en effaçant les déjections des nazillons, ils ont distribué un tract à la population, en expliquant leur action. Riposte intelligente et bien comprise de la population. A généraliser.

un livre, un outil

Il ne devrait pas y avoir des Français et des immigrés, mais des travailleurs. Car de même que le patronat multiplie les statuts, les catégories et les grilles professionnelles de toutes sortes pour diviser la classe ouvrière, de même il isole une fraction de celle-ci en s'appuyant sur le statut juridique de ceux qui la composent. Le piège n'est pas facile à éviter et même les syndicats, dans leurs revendications en faveur des travailleurs immigrés, ont parfois à en faire une catégorie à part.

L'essentiel du livre de Françoise Pinot est de tenter d'ouvrir les voies d'une prise en compte unitaire du problème des conditions de travail des travailleurs, y compris les immigrés, tout en respectant les valeurs culturelles propres de ces derniers. Mais si l'essentiel est là, ce n'est pas tout. Ce livre contient également la description des différentes approches de la question suivant la vision politique de ceux qui s'y intéressent et surtout les mécanismes, souvent illégaux, utilisés par l'administration et le patronat pour maintenir ces travailleurs en un sous-prolétariat privé de droits.

été violées pendant la manifestation » (sic) « des Français ont été molestés... Tout cela est bien entendu archi-faux.

Un tract fut distribué, comme par hasard, juste avant l'intervention féroce des forces de l'ordre. De caractère fascisant et raciste, il appelle la population à soutenir le maire. On se doute de sa provenance.

la même exploitation

Le lendemain, mercredi, un autre tract, signé par les anciens combattants d'Algérie, des membres de l'AFANOMA et certains commerçants appellent à une manifestation sur le Cours. Celui-ci, manifestement manipulateur, sera désapprouvé par les organisations nommées dans le tract. Cette manifestation est interdite et n'aura pas lieu. Dans la journée, des membres d'Ordre Nouveau circulent dans la ville, la nuit qui suit, les murs se recouvrent d'affiches de ces fascistes « halte à l'immigration sauvage » avec une main ouverte dans le plus pur style hitlérien.

Il est certain que les fascistes ont su exploiter le fait que les luttes des travailleurs immigrés n'ont pas été popularisées de façon suffisamment large par les militants révolutionnaires pour que les prolétaires grasseois se joignent massivement à la manifestation.

Il faut unifier les luttes des travailleurs soumis à la même exploitation, il faut informer l'opinion populaire intoxiquée par la presse locale. Les organisations révolutionnaires appellent tous les antifascistes à s'organiser pour la riposte.

Pour la Section de Grasse,
Jacques - Pierre BERNARD ■

L'auteur réussit par là à livrer un document qui n'est pas seulement une réflexion issue de son expérience professionnelle au service des migrants, mais aussi un outil de référence.

J. G. ■

Françoise Pinot. *Travailleurs immigrés dans la lutte des Classes*. Cerf, 9 F. En vente à la librairie de TS.

NICE au 22° BCA

A la fin de l'an dernier, deux troupes du 22° B.C.A. à Nice ont été enlevées sous une avalanche de neige à Isola. Les appelés ont constitué un comité de lutte et collecté pour faire graver une plaque de marbre à la mémoire des victimes. Une quarantaine de Niçois sont venus accompagner les parents des deux jeunes gens tués, exiger que la plaque soit apposée au monument aux morts et réclamer des explications et des garanties de la part du colonel.

Une lettre du Comité de lutte au journal local du P.S.U. - LE POING -, indique comment les troupes ont organisé la lutte contre les manœuvres qui devaient avoir lieu à Canjuers, et contre l'extension de ce camp militaire. Ils sont entrés en rapport avec les paysans de la région de Canjuers, saboté les camions qui devaient conduire les hommes aux manœuvres. Pendant ces manœuvres, une section a présenté les armes à l'envers.

En même temps, une protestation collective avait lieu à Lautresque contre la mauvaise qualité de la nourriture. Ces actions n'ont pas pu être étouffées. L'hebdomadaire de « Nice-Matin » (Espoir Hebdo) a interviewé à ce sujet un des secrétaires fédéraux du P.S.U. et le colonel qui a dû reconnaître la véracité des faits.

La répression n'a pas manqué. Sept jeunes ont été mis sous les verrous. Plusieurs d'entre eux ont été mutés. ■

une riposte unitaire

Dans les Alpes-Maritimes, les bandes fascistes continuent leurs exactions. Après avoir attaqué en 72 les grévistes de Cardinal, à Nice, au Cannet les locaux du PCF et de la CGT, à Nice également, le restaurant universitaire de la Faculté des Lettres, ils ont redoublé leurs agressions cette année à Cannes, contre des jeunes lycéens et travailleurs (dont un lycéen grièvement blessé) et contre la permanence du PSU, à Nice contre les magasins juifs (avec des inscriptions : « rallumons les fours ! »), contre un meeting de la Ligue Communiste, contre la Faculté des Sciences (plastiquant un amphithéâtre), contre le local du PCF, contre des militants de la Ligue Communiste (bras et poignets cassés) et le 21 juin contre un travailleur immigré et un passant soupçonnés (du reste à tort) d'avoir participé au meeting antifasciste. Sauf pour cette dernière agression, ils ont toujours bénéficié d'une totale impunité. Les fascistes ont en effet le soutien des maires « centristes » de Nice et de Grasse.

Dans ces conditions, la Fédération du PSU a jugé nécessaire de provoquer une riposte de masse. D'une part, elle prenait, avec la Ligue Communiste, l'initiative de réunir toutes les organisations de gauche et d'extrême gauche. D'autre part, elle donnait son accord pour préparer avec le PCF et la CGT les manifestations du 20 juin. Le PSU a donc participé activement aux diverses manifestations du département à Antibes, Grasse Cannes et Menton. Mais à Nice, le PCF a indiqué qu'il ne tolérerait pas dans le cortège la banderole de la Ligue Communiste. Aussi, le Bureau Fédéral a décidé de ne pas participer à cette manifestation pour la liberté dans laquelle ne serait pas respectée la première de ces libertés, la liberté d'expression. Bien entendu, « Nice-Matin » n'a pas passé le communiqué du PSU et a indiqué mensongèrement que le PSU ne participerait pas aux manifestations communes du département.

Le 21 janvier, 26 organisations appelaient à « six heures » contre la répression, l'ordre moral et les bandes fascistes ; parmi elles, outre le PSU, la Ligue Communiste et les groupes révolutionnaires, le SCEN-CFDT, les Jeunes et les étudiants socialistes le CERES, Vie Nouvelle et Témoignage Chrétien. Près de 1.000 participants ont écouté Krivine, le pasteur Cruse, le père Carbonnel, Randon (PS), J.-P. Bernard (PSU) et divers autres orateurs.

Une édition pirate de « Nice-Matin », diffusée à plusieurs milliers d'exemplaires, a reçu un accueil particulièrement favorable dans la population. ■

COLONIES : répression à Tahiti

EN mars 1972, un groupe de Tahitiens, parmi lesquels Charlie Ching, Félix Teheura et Roger Cahn, sortait des caisses de munitions des poudrières de l'île.

Leur geste se voulait symbolique, expression en même temps de la révolte des Polynésiens devant la campagne de tirs d'engins nucléaires et de leur détermination à retrouver un jour leur indépendance. Les caisses ne contenaient que des munitions à blanc et des obus parfaitement inutilisables par leurs nouveaux détenteurs.

Dans son réquisitoire, le procureur mit l'accent sur le vol lui-même et sur l'intention qu'auraient eue les inculpés de se procurer des armes. Fait exceptionnel, bien que les circonstances atténuantes leur aient été accordées, les inculpés furent condamnés au maximum de la peine : 5 ans de réclusion et 10 ans d'interdiction de séjour. L'appel jugé par le Tribunal supérieur de l'île (tribunal à juge unique) confirma cette peine.

Ching, Teheura et Cahn n'eurent pas d'avocat, car ils ne purent entrer en contact avec l'avocat de métropole qu'ils désiraient et refusèrent les avocats locaux. Ils furent transférés à Fresnes, puis aux Baumettes à Marseille. M^r Henri Leclerc, qu'ils contactèrent de prison, parvint à obtenir que le régime spécial (régime dit « politique ») leur soit accordé. Mais ils n'ont bénéficié que bien peu de ce régime, en principe plus libéral que le régime commun : nourriture, douches, promenades, courrier et visites sont autant d'occasions de brimades. Mme Ching, venue voir son mari de Tahiti, fut refoulée à l'entrée des Baumettes alors que sa visite avait été régulièrement annoncée et préparée. N'ayant pas eu d'avocat lors de leur procès, les avocats qu'ils ont choisis en arrivant en France — M^r Henri Leclerc, de Paris, et M^r Jean Dissler, d'Aix-en-Provence — ne bénéficièrent que de visites comptées.

Le 30 mai dernier, Charlie Ching, soutenu par ses deux compagnons, entame une grève de la faim (ce qui n'empêchera pas l'administration de la pri-

son de le mettre au cachot pour un motif quelconque). Il entend protester contre leur condamnation à tous trois, entamant ainsi une lutte pour leur mise en liberté, pour la levée de leur interdiction de séjour, pour la restitution de leurs droits politiques.

Le tribunal de Papeete a voulu tuer dans l'œuf le mouvement des Tahitiens contre les essais nucléaires et pour l'indépendance française. Charlie Ching, Félix Teheura et Roger Cahn sont convaincus que leur lutte correspond aux aspirations fondamentales des Polynésiens. Ils sont décidés à aller jusqu'au bout pour que justice leur soit rendue ; dans les conditions de leur détention, ils ne voient comme issue que la liberté et le retour au pays ou la mort.

Charlie Ching, Félix Teheura et Roger Cahn ne doivent pas mourir victimes de la colonisation française, de ce fléau imbecile qu'elle impose aux Polynésiens — les essais nucléaires —, de la répression très dure dont elle aura besoin de plus en plus pour se perpétuer.

Correspondant. ■

deux scandales à Bourges

Il existe à l'Hôpital de Bourges un médecin responsable du service de cardiologie. Cet homme a la fâcheuse habitude d'oublier de signer les feuilles de prestations de la Sécurité Sociale. Pas toutes. Seulement celles concernant les travailleurs immigrés qui, bien entendu, ne sont pas en mesure de le lui faire remarquer. Ça s'appelle tout simplement du racisme. On ne l'a pas dit aussi crument à la réunion de conseil d'administration, mais il n'empêche que ça a fait scandale. Le directeur de la Sécurité Sociale est décidé à aller très loin. Chiche. Quant aux travailleurs de l'hôpital, ils estiment que ce médecin n'a plus rien à y faire.

Autre scandale : celui des vieux. Leurs conditions d'hébergement sont aussi mauvaises qu'ailleurs. La direction de l'hôpital fait main basse sur leurs pensions et en plus les fait travailler pour un sa-

laire de 30 F par mois. C'est ce qu'on appelle la retraite. Si avec tout cet argent il arrive à un pensionnaire de boire quelques verres de vin en trop — que faire d'autre quand on vit dans de telles conditions ? — il y a des punitions : ni tabac, ni vin pendant un mois.

C'est autant pour des faits de ce genre que pour ses propres conditions de travail que le personnel de l'hôpital en a « ras le bol ». Il a réussi à imposer aux organisations syndicales une manifestation dans les rues de Bourges : 300 personnes, ce n'est pas tous les jours qu'on en voit autant par ici. De plus ils réclament l'organisation d'une véritable journée « portes ouvertes », c'est-à-dire qu'on pourra se promener partout. Ils n'ont aucune chance d'obtenir l'accord de la direction. Et s'ils décidaient de passer outre ?

Correspondant ■

"justice" à Courbevoie

Il est moins dangereux pour les promoteurs de proposer des placements spéculatifs que pour nos camarades de parler des mécanismes de la spéculation immobilière.

Depuis de longs mois, les camarades de Puteaux, Neuilly et Courbevoie, avec le Comité Anti-Maffia mènent un vigoureux combat pour mettre en évidence les responsabilités de la politique gouvernementale et de ses exécutants locaux dans le bouleversement complet des communes avoisinant la Défense ; ce bouleversement se fait au détriment des anciens habitants qui ne trouvent maintenant ni logement bon marché, ni travail sur place et au bénéfice des filiales immobilières des banques (Suez - Vernes - La Henin...) qui réalisent d'énormes profits grâce aux nombreuses dérogations dont elles ont bénéficié.

Il faut croire que ce combat gêne beaucoup certains personnages, car une cascade de procès s'est abattue sur nos camarades, notamment :

— Poursuites par Charles Déprez, maire de Courbevoie, contre Serge Mallet pour des propos tenus dans une émission « A Armes Égales ».

— Poursuites par le même Déprez contre Guy Philipps, secrétaire de la section du P.S.U. de Courbevoie, considéré comme responsable d'une affiche re-

produisant les propos de Serge Mallet et les accompagnant de quelques commentaires.

— Poursuites contre « Tribune Socialiste », par Perretti, maire de Neuilly.

Nos camarades de Courbevoie reprochent particulièrement à Déprez, également vice-président de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense (E.P.A.D.), d'avoir, depuis son élection en 1959, pratiqué à la Défense et dans les autres opérations de rénovations, un urbanisme secret sans aucune consultation ni même information de la population.

Ces pratiques bureaucratiques, actuellement poussées au paroxysme, ne sont pas spécialement nouvelles et avaient été depuis longtemps exécutées par des élus de « Gauche » comme l'ancien maire S. F.I.O. de Puteaux Georges Dardel, également ancien administrateur de l'EPAD.

Après des condamnations très lourdes prononcées en mars par la XVII^e Chambre correctionnelle, nos camarades défendus par Henri Leclerc, s'étaient pourvus en appel. Tout en les relevant de certains motifs de poursuites, la Cour n'en a pas moins maintenu des condamnations qui atteignent avec les « frais » plusieurs milliers de francs pour chacun de nos deux camarades. C'est en réalité, sous un prétexte formel (atteinte à l'honneur d'un magistrat municipal...) la liberté d'expression tout entière qui est atteinte et la presse révolutionnaire qui est visée.

SECTION DE COURBEVOIE ■

— La fin de la division hiérarchique des tâches.

Pour les travailleurs de l'Informatique, ce dernier point est important. Sans entrer dans le piège « productiviste », ils ont pu démontrer qu'avec le système actuel de cloisonnement, le matériel informatique n'était utilisé qu'à 20 % de ses capacités.

Les informaticiens ont dû déjouer plusieurs manœuvres. Pour mieux y parvenir, ils occupent les locaux. Ils ont, par exemple, accepté de « faire le paiement » de certaines retraites, afin d'éviter la division entre les travailleurs des différents services. C'est un début de grève active.

Autour d'eux, les 1.600 employés développent une solidarité, car ils savent aussi que, contrairement aux idées répandues, 50 % du personnel de l'ordinateur gagne moins de 1.600 F par mois. Parmi les jeunes, les salaires de base sont de l'ordre de 1.100 à 1.150 F.

M. C. ■

l'agriculture, cette grande famille !

C'est à l'état « brut » que nous avons reçu du Vaucluse cet extraordinaire témoignage sur la répression des ouvriers agricoles. Le voici tel quel.

La grande famille agricole, où tout le monde s'aime, tout le monde s'entraide. On se rend service : ne sommes-nous pas tous dans le même bateau ? Ces braves commis, on les comprend : et les fruits et légumes impropres au marché, avant de les donner à manger aux poules, on n'oublie pas de faire la part du commis.

Ne sont-ils pas gentils ? Exemple Angel, qui, depuis onze ans, travaillait au SMIC, n'hésitant pas à ouvrir le ventre d'un tracteur en panne et

à passer la nuit pour le remonter. Seulement qui a pu lui monter la tête à réclamer des augmentations, prime d'ancienneté, juste à la période où pas mal d'Arabes ne demandent qu'à faire partie de la famille, et cela pour 3,40 F de l'heure, et sans Sécurité sociale ? Aussi fallait-il rejeter ce fils insupportable. Ce qui est fait, mai 1973.

Et puis, il y a cet animal à Châteauneuf qui voulait du repos le samedi après-midi sans l'autorisation de la famille. Sans se rendre compte, le malheureux, qu'il avait cinq gosses, dont un handicapé. Nous l'avons envoyé au chômage pour le faire réfléchir.

Il y a cet irréflecti de Francou, à Villedieu (six gosses), qui a osé demander qu'on amène l'eau dans les appartements, alors qu'à vingt mètres il y a un grand bassin plein d'eau claire. Pour punition, il

déménagera où on voudra bien l'accepter.

Comme ce petit Espagnol au Rasteau qui se permet de demander que les heures supplémentaires effectuées par son père soient payées. Il va gagner sa vie ailleurs.

Et ce petit vieux Espagnol, usé à 47 ans, qui voudrait être déclaré pour le temps de travail effectué, rapport à sa retraite. Il ira faire son jardin en attendant mieux.

Et cette gamine qui, parce que son fiancé venait de loin la voir, s'est permis de perdre un jour de travail. Devra à l'avenir rester dans ses foyers. Et cet Espagnol à Carpentras qui a informé le patron de l'augmentation décidée en commission mixte avant que ce dernier lui en parle, cherchera du travail ailleurs. Ça lui apprendra à être discret. Dans l'agriculture, cette grande famille, comme on aime bien, on châtie bien. ■

Fontevraud : comme au Larzac

Fontevraud, même combat que dans le Larzac. Les paysans s'opposent à l'extension du camp militaire au détriment de la forêt, des vignes et des champs cultivés. Un groupe de défense s'est constitué et, le 23 juin, une manifestation a eu lieu à Saumur, organisée avec la participation de la section PSU de Saumur, des sections du PCF, du PS, des unions locales CFDT, CGT et CDJA.

Dans l'esprit des organisateurs, la manifestation devait être pacifique. Son objectif : informer la population de Saumur. Une trentaine de tracteurs devaient défiler en ville avec distribution de tracts et meetings d'explication. Normalement, tout aurait pu se passer dans le calme. Mais les CRS étaient au rendez-vous. Le commissaire de police a donné l'ordre de dispersion aux 500 personnes présentes, les flics bloquant le passage, les tracteurs n'ont pu partir dans la direction prévue. Mieux encore, le commissaire décida de couper le défilé et de prendre

des « otages » (pour employer ses propres termes) : plusieurs responsables du comité de soutien et le responsable local de la CMDT sont ainsi enlevés.

Les manifestants font alors un sitting exigeant la libération de leurs camarades. On leur répond par une pluie de grenades lacrymogènes et des coups de matraques. La charge de police fait quelques blessés et réussit, grâce à sa brutalité, à disperser les manifestants. La libération des otages a eu lieu par la suite.

Correspondance. ■

MARCHE SUR LE LARZAC

A l'initiative des paysans-travailleurs, se déroulera, du 22 au 26 août, une marche sur le Larzac.

Le P.S.U. appelle ses militants à participer à cette marche. Ils y affirmeront leur soutien aux 103 familles contre l'extension du camp militaire.

Renault-Flins élections annulées

A la demande des Syndicats C.F.D.T. et C.G.T., par arrêt, en date du 26 juin 1973, le Tribunal d'Instance de Meulan a annulé les élections de délégués du personnel 1^{er} Collège, de Renault Flins, qui s'étaient déroulées le 24 mai dernier. (T.S. du 30-5).

Le Tribunal a considéré que le raturage systématique, par un certain nombre d'électeurs, des candidats aux noms à consonance étrangère, constituait des pratiques de discriminations raciales qui tombent sous le coup de la loi antiraciste du 28 mai 1971, et contraires aux Conventions Internationales ratifiées par la France.

On se souvient qu'au cours de ces élections, une minorité de 2% des électeurs, par la pratique du raturage, avait éliminé tous les candidats immigrés présentés par la C.F.D.T. et la C.G.T., rendant vaine l'égalité des droits à l'éligibilité des travailleurs immigrés.

GAN : le gâchis

Depuis quelques semaines, des conflits ont lieu dans le groupe des Assurances Nationales (GAN), à Paris 9^e. C'est au tour des travailleurs de l'Informatique (Vie) d'être dans la lutte. Depuis trois semaines, les 25 pupilles et préparateurs réclament :

— La suppression des disparités de salaires pour un même travail (à travail égal, salaire égal)

— Une réduction des cadences par l'instauration du système des équipes de 4 x 6 au lieu de 3 x 8

— Une meilleure formation professionnelle

— Une semaine supplémentaire de congé



sous les pavés...

PEUT-être êtes-vous l'un de ces vingt-quatre millions de Français qui allez partir en vacances, en juillet ou en août. Depuis onze mois que l'on y rêve, que l'on trime tous les jours que le Bon Dieu fait en mettant quelques sous de côté pour ces prochaines vacances, on l'aura quand même bien mérité notre repos !

Pendant deux mois, la France va ainsi vivre dans un demi-sommeil : les conditions de vie et de travail qui sont faites aux travailleurs de ce pays ne sont sans doute pas étrangères au caractère massif de cet exode, à cette volonté de dépaysement et de — il faut bien le dire — changer un tant soit peu la vie.

Depuis les premiers congés payés, les images d'Epinal où l'on voyait surgir les tandems et les auberges de jeunesse sur les routes ensoleillées du Front Populaire, les vacances ont bien changé. Elles sont plus longues, plus nombreuses sont ceux qui partent ; mais ont-elles conservé ce caractère de libération temporaire de toutes les dominations — économiques, politiques, sociales — qui avait donné sa pleine vigueur à « l'embellie » de 1936 ?

Les vacances sont devenues une industrie florissante. D'autres que nous pensent toute l'année à ce que pourra être ce douzième mois : financiers et industriels des loisirs ont investi dans des entreprises qui vivent d'une activité concentrée sur deux ou trois mois. Les

vacances n'ont pas échappé plus que le reste aux appétits des profiteurs.

Ce que l'on appelle le « tourisme » est devenu le reflet de cette emprise du capitalisme sur les loisirs. Au Parisien exploité, épuisé, pollutionné pendant quarante-huit semaines de l'année, on vend (cher) le droit d'aller, avec un peu de soleil et de plage, dominer les autres. Des régions entières sont vidées de leurs habitants, détournées de leurs activités économiques traditionnelles au profit du tourisme.

Ce dossier de Tribune socialiste voudrait vous amener à réfléchir avec nous sur la fonction actuelle des vacances et la possibilité d'un combat — aussi — pour la libération des loisirs. ■

touristique, touristiquable, touristique

« Venez de plus en plus nombreux en Aquitaine pour y vivre seuls ». L'auteur de ce génial slogan s'appelle Emile Biasini. C'est lui que Chaban-Delmas, prince d'Aquitaine, seigneur de Bordeaux et autres lieux, a chargé d'« offrir la côte aux Américains, aux Japonais ». L'ensemble du projet de la Mission d'Aménagement est extrêmement révélateur à la fois de la politique d'aménagement du territoire du pouvoir et des fonctions actuelles du tourisme.

Tout ce qui se trouve à l'Est d'une ligne Le Havre-Paris-Lyon-Marseille semble aujourd'hui entièrement dévolu à une prétendue « vocation » touristique : trois exemples différents, celui du Roussillon, du Périgord et de la Côte Aquitaine (1) montrent la réalité d'une colonisation qui doit être combattue à la fois par les vacanciers qui récusent le « tourisme » — version capitaliste des loisirs — et par les habitants de ces régions qui refusent de « vivre à genoux deux mois par an, et de crever les dix autres »...

Ils sont venus et ils nous
[ont pris la terre,
Ils sont venus avec la
[force de l'argent,
Ils sont venus vendanger
[de l'argent.
MARTI, chanteur occitan.

250 kilomètres de plages et de pins, de silence et de soleil : voilà l'un des derniers trésors naturels d'Europe que la Mission d'Aménagement est chargée de « structurer » et... de vendre. Deux schémas, côte-à-côte, laissent deviner les intentions de Biasini : le premier schéma représente ce qu'il appelle le « laissez-faire », c'est-à-dire la situation actuelle et ses perspectives d'accroissement, essentiellement dominée par le tourisme social et familial où le camping joue encore un grand rôle. Le second schéma, succession « harmonieuse » de petits carrés, de petits rectangles et de petits triangles représente les projets de réalisation de neuf U.P.A. (unités principales d'aménagement) et huit S.E.N. (secteurs d'équili-

bre naturel) qui porteront la capacité d'hébergement de 250.000 lits actuellement à plus de 500.000. L'astuce de la présentation et du découpage technocratique de ces deux schémas se comprend aisément à l'examen détaillé de la carte : les stations demeurent inchangées, la répartition géographique des zones urbanisées et boisées est sensiblement identique. C'est le contenu des projets qui donne au projet Biasini son caractère de classe et accentue la colonisation par le tourisme.

L'exemple du Roussillon n'est pas fait pour dissuader ceux qui combattent l'aménagement de Parly-II-sur-mer, sur la Côte Aquitaine — tout au contraire ! L'Aménagement de la côte du Roussillon et du Languedoc, d'Argelès à la Grande Motte, entrepris voilà dix ans, en dévoile les mécanismes : l'Etat prend en charge — mission « d'Amé-

(1) Ce reportage a été réalisé avec le concours de militants des Fédérations PSU de la Dordogne, de la Gironde, et des Pyrénées-Orientales.

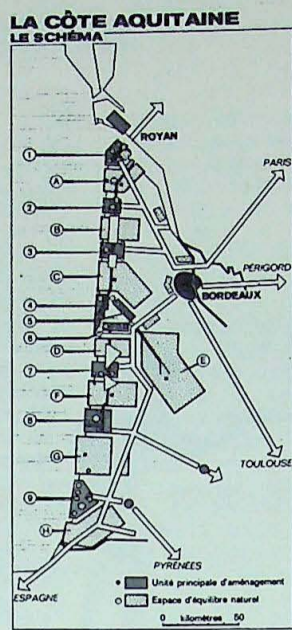
nagement » oblige — les infrastructures : assèchement des marais, dé-moustication, viabilisation, installation de l'eau, du gaz, de l'électricité représentent, de 1965 à 1971, au moins 600 millions de francs actuels. Pour la Côte Aquitaine, les frais supportés ainsi par la collectivité sont évalués à 650 millions...

Deuxième étape : les promoteurs implantent « marinas », résidences luxueuses, « nauti-villas » où les « an-neaux » auxquels sont amarrés les yachts et les voiliers coûtent des sommes fabuleuses. Par le biais de Z.A.D. ou de Z.A.C., les terrains mis en valeur par les réalisations publiques passent aux mains des entrepreneurs privés qui investissent sans doute dix fois plus que la mission d'Aménagement, mais qui n'ayant pas à supporter les frais non rentables d'infra-structures, en tirent des bénéfices considérables. D'ailleurs, personne n'a jamais entendu parler de banques comme La Hénin, le Crédit Industriel et Commercial, ou le Crédit Lyonnais comme de philanthropes...

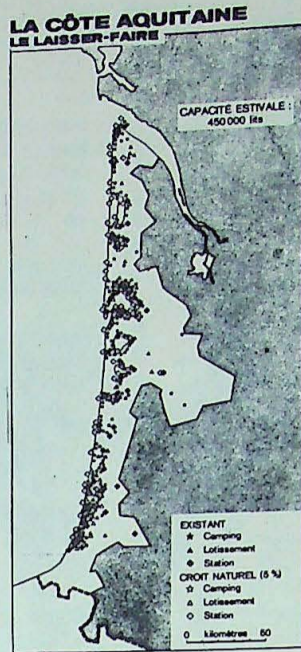
En tout état de cause, il est certain que c'en est fini d'un tourisme populaire important sur la Côte Aquitaine ou la Côte languedocienne : en Aquitaine, une réduction de 25 à 30 % des capacités de camping est prévue tandis qu'à Argelès, sur la Méditerranée, des campings de cent mille places attendent ceux qui n'auront pu s'offrir une location de 1.000 F par mois en juillet-août ou une résidence secondaire dont l'éventail varie entre 30.000 et 500.000 F...

Les aménageurs prétendent que le tourisme est la seule activité écono-

mique capable de sauver ces régions sous-industrialisées et où l'agriculture se meurt. « Fonder la promotion économique et sociale sur le tourisme », tel est le maître-mot de Biasini pour l'Aquitaine. En réalité, l'aménagement lui-même ne profite en rien à la région ; ce sont de grosses entreprises « hexagonales » qui ont accaparé le marché (les entreprises locales sont généralement peu compétitives et trop peu équipées), la création d'emplois se limite à quelques catégories non qualifiées (plagistes, gardiens de camping, serveurs, etc.).



Les schémas de M. Biasini : camouflage technocratique



ture en 10 ans, révèle l'hebdomadaire communiste La Terre.

Dans d'autres départements, où l'Etat intervient sur une moins grande échelle, on accélère différemment le départ des agriculteurs. Un exemple en Dordogne, celui de la vallée des Beunes près des Eyzies : des enquêtes ont lieu en vue d'y créer une « réserve d'équilibre biologique », appellation trompeuse qui équivaut souvent à « chasse gardée » pour le tourisme. Ces enquêtes créent toutes sortes de psychoses, les agriculteurs, craignant d'être expropriés, vendent et partent.

Le tourisme est un obstacle économique et écologique à l'industrie et à l'agriculture : des villes comme Sarlat et Bergerac sont devenues invivables pour les ouvriers, tant les charges foncières et le coût de la vie ont augmenté. Les habitants du cru payent le même prix que les touristes, avec des revenus combien moindres ! Faute de pouvoir expulser tous les agriculteurs, on « désertifie » la région : les infrastructures (l'eau notamment) attendent quand il s'agit des activités agricoles alors qu'elles sont disponibles pour le tourisme.

Mieux : le tourisme accroît la régression des activités agricoles, accélère l'exode et consacre ainsi, chaque jour un peu plus, l'ensemble de la région au tourisme... La boucle est bouclée. Des agriculteurs sont expropriés pour construire des autoroutes ou aménager des zones touristiques ; des chaînes écologiques sont détruites par la pollution. Un ostréiculteur de la Teste (sur le bassin d'Arcachon) expliquait que l'on est en train de tuer complètement cette activité largement rentable pour ceux qui en vivent et loin d'avoir épuisé toutes les ressources du marché... Il y a trois ans, lors de la grande crise de l'huître, les ostréiculteurs ont été encouragés à poursuivre leurs activités, à se moderniser, à s'agrandir ; aujourd'hui, la pollution et le surpeuplement du bassin d'Arcachon menacent très dangereusement l'industrie ostréicole. En Aquitaine, 125.000 personnes ont quitté l'agricul-



là aussi, le profit

UN Français sur deux part en vacances. C'est peu et beaucoup à la fois. Peu si l'on considère les fatigues de l'année de travail et la nécessité physique pour le corps et l'esprit humains de prendre régulièrement du repos. Beaucoup si l'on songe que le droit au congé et la possibilité matérielle d'en profiter n'existe que depuis quelques années.

Mais pour le capitalisme, le problème n'est pas dans la durée des congés. Certes, les entreprises, le patronat et le pouvoir n'accordent de prolongation de cette durée que lorsque le taux de profit le permet. Mais le véritable problème est d'éviter que les activités du temps des vacances ne sortent du champ d'influence capitaliste.

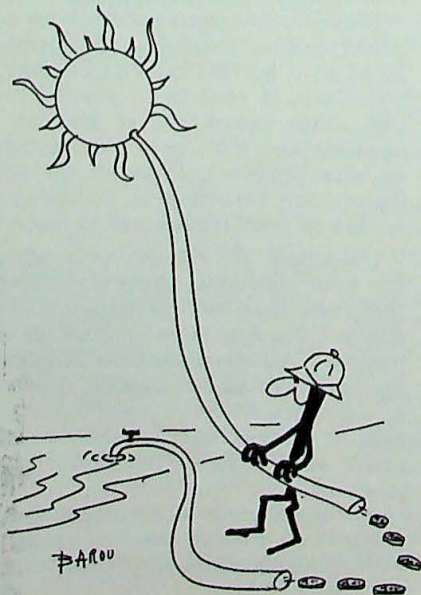
Edgar Morin explique bien contre comment les vacances peuvent être vécues comme une contre-société fantasmagorique, permettant de supporter la vraie société, celle de l'exploitation dans le travail et le logement. Mais si

Morin a raison de souligner la naissance d'une contre-société dans la psychologie des individus, en revanche il n'existe aucun signe de déviance économique : les vacances sont un secteur de l'économie de profit comme un autre. Peut-être même plus qu'un autre dans la mesure où une publicité intelligente insinue que le temps des vacances est celui de la fête, celui où l'on peut se permettre quelques petites folies. Cette publicité utilise d'autre part à fond les vacances pour développer l'esprit de compétition entre les individus du point de vue du niveau consommatoire : c'est à qui aura la plus grosse tente ou le plus grand voilier.

Voilà pourquoi l'industrie des vacances fait plus de quarante milliards de francs de chiffre d'affaires par an. Son inquiétude n'est pas que les rapports sociaux hiérarchiques soient mis entre parenthèses au cours de cette période et que, sur la plage, le PDG joue au volley avec le manœuvre ; elle est qu'un jour la propriété privée des structures de vacances soit remise en cause. Ainsi, nos camarades qui, en divers lieux de France, se battent contre l'appropriation privée, par des sociétés qui désirent en tirer profit, de la montagne, de la mer ou de la campagne, livrent le vrai combat. C'est au fond le même que celui livré par d'autres contre la propriété privée dans l'entreprise.

Tant qu'au niveau des structures économiques fondamentales la loi du profit n'a pas été abolie, il n'est guère question de connaître un mode de vie qui n'en soit pas son produit ; c'est une illusion de croire que le temps des vacances peut faire exception.

JG. ■



« ...l'image positive »

D'ici quelques jours, des milliers de Français vont partir en vacances. Depuis quelques mois l'activité des agences, des journaux, d'organismes divers tournent uniquement autour de la préparation de ces deux mois que l'on considère comme un moment privilégié de l'année, pendant lesquels tout s'arrête. Comment un sociologue analyse-t-il ce phénomène de transhumance ?

Edgar Morin, sociologue et grand voyageur, répond ici à cette question. Pour lui les vacances sont principalement le révélateur des problèmes posés dans la vie quotidienne par l'existence d'un système social de plus en plus aliénant et contraignant. Les vacances seraient la négation de ce système, la recherche d'un autre mode de vie.

Il y a à la fois un côté très général, qui a trait à ce type de civilisation moderne, urbaine, occidentale, bourgeoise. Et un aspect typiquement français. En France, le temps des vacances est beaucoup plus concentré, et culmine en juillet-août. On a l'impression qu'il y a deux cycles tout à fait différents, pas seulement sur le plan des individus, mais sur le plan collectif.

Dans d'autres pays, les gens partent en vacances d'une façon plus échelonnée, les cycles existent mais ils sont beaucoup moins visibles à l'échelle collective. D'ailleurs il y a eu des tendances légèrement rationalisatrices, ou technocratiques pour étaler le temps des vacances.

Cependant ces tentatives de rationalisation ignorent l'aspect de carnaval, de fête. Tout le monde s'en va, ensemble. Et c'est en France que cet aspect apparaît de la manière la plus explosive. Je crois que c'est la raison pour laquelle le problème des vacances,

chez nous, a pris socialement un caractère posant davantage de problèmes que dans les autres pays.

Il y a d'abord et surtout la volonté de briser avec la vie de tous les jours, avec la contrainte très grande, non seulement sur le plan de l'organisation du travail mais aussi sur celui de l'organisation du temps qui ne tient aucun compte des rythmes naturels. Cette poussée se fait très forte et comme elle est très concentrée dans le temps, cela a pu permettre à des organisations commerciales, d'abord marginales, de constituer rapidement une industrie de vacances d'un type relativement nouveau. Il ne s'agissait pas seulement d'organiser des voyages de dépaysement mais de mettre sur pied une sorte de « contre-civilisation », une sorte d'utopie concrète où l'on va inverser les règles négatives de la société, supprimer l'argent, le rôle mythologique de l'argent. On établit des rapports communautaires, égalitaires à la place des rapports hiérarchiques,

Autre visage de la colonisation, qui contribue lui aussi à tuer le pays : la présence de l'armée. En Cerdagne-Capcir, 600 hectares de la forêt de Barrès, près de Font-Romeu, ont été ôtés aux paysans qui en avaient la jouissance collective et gratuite depuis le siècle de Louis XIV (et que même la Révolution française avait respectés), pour servir à l'entraînement des commandos de montagne. Toujours dans le Roussillon, l'extension du camp de Rivesaltes sur plus de 3.000 hectares des Corbières menace des agriculteurs que le silence des élus locaux prive d'informations et de moyens de défense. Les militants du P.S.U. qui ont, pendant les dernières législatives, fait campagne contre le projet, ont été l'objet de l'attention parfois menaçante des renseignements militaires...

Dans les Landes, près de Biscarrosse, la menace de clôture d'une « forêt usagère » dont la jouissance a été accordée aux habitants par une charte octroyée par le prince d'Aquitaine et de Galles, et datant de 1277, clôture servant à délimiter le Centre d'Essais des Landes, a failli provoquer, dit Sud-Ouest, qui est loin d'être un journal contestataire, « un nouveau

Larzac ». Et il ajoute : « A Biscarrosse, c'est vrai, la population en a plus qu'assez de voir se rétrécir, comme une peau de chagrin, ses plages, ses forêts et ses terrains de chasse »...

Quant à la Mission d'Aménagement de M. Biasini, dont l'humour n'est pas la moindre qualité, elle a inclus dans son schéma les zones militaires (base de Cazaux et les 18.000 ha du Centre d'Essais) sous la rubrique — devinez — de « secteur d'équilibre naturel » !

un rapport confidentiel

Devant l'opinion publique, les responsables de l'aménagement touristique des régions du Sud-Ouest tiennent le langage de l'expansion économique, du progrès, de la concertation. La mission Biasini dispose d'ailleurs de budgets fabuleux pour ses opérations de propagande, sur la Côte Aquitaine comme à l'extérieur : pendant tout l'été dernier, ces « animateurs » de la Mission, dotés de puissants moyens audio-visuels et avec le concours d'architectes, sont allés expliquer aux habitants de la Côte, les projets du gouvernement. Mais dans les rapports (confidentiels) des réunions de la Mission, on lit de tous autres propos : « La Côte Aquitaine n'étant pas connue sur le marché touristique, il convient de créer une demande en sa faveur, en publiant ses avantages, de façon à ce que les promoteurs soient conduits à répondre à un besoin que l'on entend former conformément aux directives du Gouvernement ». Tout le grand capital international est associé à l'opération : « Lancée jusqu'à maintenant en France, en Grande-Bretagne, en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas, puis bientôt en Scandinavie et aux Etats-Unis, elle (la Mission) a déjà permis de faire connaître l'Aquitaine et les projets du Gouverne-

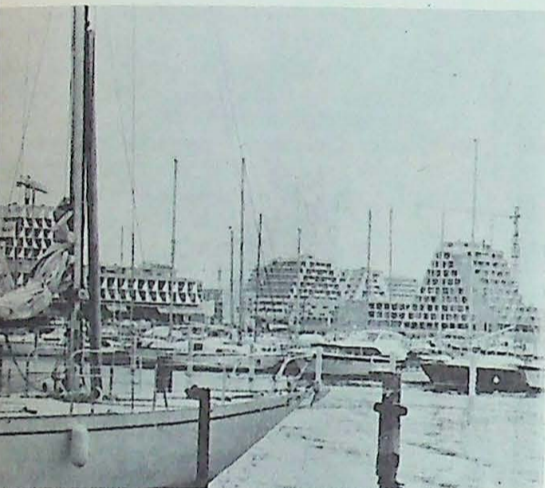


Retrouver le sens du jeu

ment à 80 dirigeants d'entreprises étrangers et de nouer des liens directs, déjà poussés jusqu'au premier stade d'une négociation, avec plusieurs d'entre eux ». Plus loin encore, on lit : « Elle (l'action de l'Etat) doit donner lieu, à une publicité internationale intensive et marquer le premier pas de la campagne grâce à laquelle le pari commercial sur lequel repose l'aménagement touristique de l'Aquitaine sera gagné : exploiter la région (sic) quatre mois de l'année et si possible cinq, car octobre est le mois d'or de l'Aquitaine (...). L'effort engagé cette année grâce à un truchement culturel de qua-

lité internationale à partir duquel la visite systématique de la Côte et de la région sera organisée, doit permettre le passage de l'aménagement touristique de son plan théorique à son plan véritablement commercial ». Il y en a des pages et des pages de la même eau : décidément M. Biasini, au lieu d'envoyer des « gentils organisateurs » s'époumonner sur la côte, ferait mieux de rendre publics les comptes rendus des travaux de sa Mission. Les gens comprendraient mieux, et plus vite.

S'appuyant sur la réputation du vignoble, sur des manifestations comme « l'Octobre à Bordeaux », on va faire



La Grande Motte : marinas et anneaux

« une société à faire »

une assez grande liberté de comportement, une sorte de rapports directs avec la nature et voire certaines possibilités culturelles et sportives.

C'est évidemment le CLUB MEDITERRANEE qui a été à la pointe de ce mouvement, et il prend à cet égard une valeur symbolique très forte. On peut distinguer plusieurs époques dans l'évolution du Club. La première, à ses débuts, est une époque très marginale qui semble être issue de l'ancien esprit du type auberge de la jeunesse, du style « **organisons-nous hors de la ville entre copains** ». Une deuxième époque, où interviennent une certaine rationalisation et une quantification, c'est « l'époque TRIGANO ». Enfin la troisième époque est celle de la surindustrialisation et de l'intégration dans un système de grand capital, d'ordinateurs...

Bien entendu, apparaît dès lors une sorte de contradiction. Jusqu'au début de l'époque Trigano il était possible de concilier une certaine standardisation et une certaine spontanéité.

Par la suite l'aspect organisationnel l'emportant, on assiste, depuis Mai 68, à l'apparition d'une tendance nouvelle celle des « **anti-clubs Méditerranée** » qui essaient à leur tour de retrouver une sorte d'authenticité et de vérité perdues. Mais ce type d'essais cède lui aussi à des contradictions. N'ayant pas d'assises financières solides, ils peuvent s'effondrer d'autant plus facilement que le système « **chartérisé** » fonctionne à la limite de la légalité. Un minimum de cohérence, d'organisation est donc requise et ces tentatives risquent dès lors de retomber dans le système qu'elles prétendent nier.

Ainsi naissent périodiquement des tentatives de types divers, qui connaissent certaines réussites locales et temporaires, dont la dernière en date est le « **Je ne veux pas bronzer idiot** » de TABARKA.

Cependant le problème de fond demeure posé : l'ensemble des contraintes subies dans notre société à de nombreux niveaux — et cela touche à peu près toutes les catégories sociales — rendent l'atmosphère de plus en plus artificielle et aliénante. De là surgit le besoin impératif de trouver autre chose, de rechercher la vraie vie, un art de vivre avec soi-même, d'avoir des relations meilleures avec les autres, avec la nature. On en arrive au compromis suivant : on paye une existence de contrainte avec l'espoir d'avoir une vraie libération. Pour la majorité des gens — hormis les classes favorisées qui peuvent se payer des week-ends et de très nombreuses vacances — cela se traduit grosso-modo par l'équation suivante : Une grande période de contrainte avec le mois de vacances. Cette alternance permet d'une certaine manière de consolider le système. Cependant les choses ne sont pas si simples et le débat demeure ouvert entre les tenants de la théorie :

ENTRETIEN AVEC EDGAR MORIN

« les vacances renforcent le système » et ceux qui pensent au contraire qu'elles suscitent une prise de conscience, laquelle peut aboutir dans certains cas limites au rejet du système.

Une chose est certaine : Ce besoin de vivre une autre vie, même s'il est limité à la période des vacances pour une grosse majorité, est l'expression d'une crise : « **On ne peut plus subir ce rythme-là** » et le seuil de non-supportabilité rétrécit de plus en plus. Exemple : le travail de l'OS n'était absolument pas remis en question il y a 10 ans. Quand on en parlait c'était absolument ridicule et on se faisait même insulter par les types des syndicats qui nous disaient : « **Le grand problème, c'est les salaires** ». De même il n'y a pas si longtemps de cela les problèmes des jeunes, des femmes, des immigrés n'avaient pas surgi au grand jour. Dans ce contexte de crise et de remise en question : le phénomène des vacances peut apparaître comme le révélateur de problèmes sociaux dont on voit mal encore aujourd'hui les contours.

C'est dans cette optique que je ne considère pas les vacances uniquement comme un phénomène d'intégration. A la limite, à l'occasion des va-



cances peut se poser la question du « **pourquoi revenir** » ? Certes la grande majorité va revenir mais il y a déjà des marginaux qui se débrouillent pour ne pas se réinsérer dans le système, du moins pour une période qui dépasse largement le temps généralement alloué aux vacances.

D'autre part, il faut évidemment tenir compte de la capacité de la société de s'adapter aux besoins nouveaux qui surgissent. Ainsi, intègre-t-on aujourd'hui dans le circuit économique le soleil, la mer, l'oxygène qui sont devenus récemment des valeurs marchandes. Dès que des besoins se manifestent on s'efforce de les intégrer.

Ainsi dans cette période d'incertitude sociale où l'on ne saisit pas encore

la quête d'un monde ami-
monde des vacances, fait d'échanges, d'ami-
tié, de sourires, de tendresse et de joie...
LE CLUB

de l'Aquitaine « un produit à vendre » (c'est un titre emprunté à Sud-Ouest). Et on va vendre les habitants de la région par la même occasion.

légionnaires...

Ce type de commerce porte un nom: la prostitution. Si elle s'implante parfois au sens propre comme à Perpignan (voir notre encadré), elle est partout de fait. « Les agriculteurs du Périgord sont-ils condamnés à devenir « Peaux-Rouges » ? » demande le journal de la Fédération P.S.U. de la Dordogne: « Ils ont été chassés de plus en plus loin à l'intérieur des terres au fur et à mesure que les colonisateurs découvraient de nouvelles richesses à exploiter. Expropriés, décimés, on en a gardé toutefois quelques-uns pour les montrer aux touristes... ». Car le tourisme importe avec lui la mentalité coloniale: des agriculteurs de Dordogne citaient le cas fabuleux de ce paysan de Villefranche-de-Périgord qui s'était vu infliger un P.V. (à la demande de vacanciers voisins) pour n'avoir pas enterré immédiatement son fumier après épandage. Vous comprenez, l'agriculture, c'est joli de loin, mais parfois ça gêne; devant l'indignation générale, le Préfet a préféré enterrer l'affaire.

Le guide Gault-et-Millau (2) a des accents extraordinaires pour parler des Corbières: « Ici, ni palace, ni snack. Pas encore: qui viendrait s'installer ici? Un romantique en mal de Légion. Il y a du Maghreb là-dedans. Et peut-être la meilleure façon de sentir les Corbières, c'est de partir, sac au dos, en short de toile... et chapeau colonial. Il faut visiter les châteaux cathares au rythme du chant du 1^{er} étranger de cavalerie ». Quand on saura que ces inénarrables phrases sont préfacées par Raymond Cartier, on aura reçu confirmation que c'est bien des bougnoules de l'intérieur que l'on parle.

Enfin, même lorsque la mentalité coloniale ne va pas si profond, il reste un état d'esprit étranger; le même ostréiculteur de la Teste se rappelait avec nostalgie le temps où les estivants l'accompagnaient ramasser ses casiers: « Ils étaient sur mon bateau, ils s'instruisaient, ils ne gênaient pas. On se comprenait, on se parlait. Aujourd'hui, ils passent leur temps à se bronzer le cul sur la plage »...

(2) La Fédération PSU des Pyrénées-Orientales a consacré le dernier numéro de son bulletin à un « commentaire » fort explicite de ce guide. Sur commande (3 timbres à 0,50 F) à Gillet, 1, rue Subra, 66000 Perpignan.

E. MORIN (Suite):

le rapport de force existant entre les tendances intégratrices et les poussées libératrices, on peut uniquement constater la présence d'acteurs qui vont entrer en conflit. En ce qui concerne les vacances, on ne peut par conséquent pas dire de quelle façon elles vont se transformer.

De toutes manières, je crois que la France est un pays assez typique par la façon dont elle vit intensément et collectivement ses vacances, pour que ce soit en France que se posent ces problèmes plutôt que dans d'autres pays.

T.S.: Le type de vacances que vous venez de décrire et dont le Club Méditerranée est peut-être le meilleur symbole, se traduit en gros par une recherche d'évasion. Le désir de changer son mode de vie habituel. Or, cette conception des vacances ne semble pas partagée par tout le monde. Dans les campings, par exemple, on s'aperçoit qu'il y a dépaysement mais pas réellement évasion, c'est-à-dire que les gens, plutôt que de changer radicalement leur mode de vie, tentent au contraire de recréer le même type de comportement que dans leur vie quotidienne...

E.M.: Le vrai problème n'est pas tellement de s'évader totalement, mais à travers une certaine évasion de trouver une autre structure de vie, celle qui justement n'est pas possible dans la vie quotidienne normale. Ce qui est

CAPITALE DU CUL

TOUT le monde en parle: Perpignan devient la capitale du cinéma porno. Six à sept films de fesses par semaine sur les huit cinémas de la ville. Publicité assurée par la presse française et espagnole (Le Nouvel Observateur, ABC).

On accourt de Barcelone par cars entiers, on vient de Pampelune, de Madrid. Les films commencent à être sous-titrés en espagnol. « Le dernier Tango à Paris » fait un triomphe (5^e mois, à raison de séances de 10 h 30 du matin à 2 heures du matin — sans débânder, c'est le cas de le dire)...

Les salles de jeux, les casinos, les boîtes de nuit se multiplient, effeuilleuses et travestis (« de Paris ») débarquent, les cabarets intimes pour homosexuel(le)s ne désemploient pas. Les petites annonces d'offres d'emplois se battent pour obtenir des « hôtesse » (prostituées non professionnelles), pour entretenir le client et le faire « con-

sommer » à raison de 30 F pour l'hôtesse par bouteille de champagne (200 F). Sans parler du reste...

L'archevêque de Perpignan dénonce cette situation et déclare que « de nombreuses personnes du Roussillon tirent des gains importants de cette industrie ». Car tous les villages proches de la frontière espagnole se mettent à imiter Perpignan. Commerçants, restaurateurs, hôteliers, profitent de l'aubaine à Barcelone, leurs collègues tempêtent contre ces caravanes qui partent vers le Nord. Les relations entre la bourgeoisie catalane « française » et « espagnole » vont-elles se refroidir, au moment où l'Espagne veut se servir du Roussillon pour « pénétrer » dans le Marché Commun? Le député-maire de Perpignan, Paul Alduy (PS) fait silence, pour ne pas mécontenter sa base électorale qui se remplit les poches de ce commerce, qui, en transformant Perpignan en petit « Las Vegas », offre au bourgeois de Barcelone sa « part de rêve »...

Les « colonisés » ont commencé à réagir. L'an dernier, en plein été, sur les marchés d'Hossegor, de Capbreton, de Vieux-Boucau, dans les campings, les vacanciers ont vu surgir tracts et affiches d'un groupe de militants PSU, expliquant le sens de l'aménagement - déménagement à la sauce Biasini. Oui, madame, de la politique pendant les vacances; peut-être justement, pour que ces vacances ne soient pas les dernières que vous puissiez vous offrir sur la Côte Aquitaine.

En Dordogne, c'est en proposant le « camping à la ferme » que des agriculteurs (souvent proches des « paysans-travailleurs ») ont réagi; entièrement pris en charge par les agriculteurs, pour le contrôle des normes d'accueil ou la publicité, cette forme de loisir est en butte à la répression

administrative (P.V., répression policière ou fiscale) — ce qui ne l'empêche pas d'être en pleine expansion (7 agriculteurs en 70, 25 en 71, 40 en 72 y participent) (voir notre encadré).

Dans tous les cas, il y a un refus de la conception touristique des loisirs (3). Le tourisme transforme des régions entières en désert et asservit ses habitants en même temps qu'il ex-

(3) Lorsque le poète Gabriel Delaunay était encore préfet de la région Aquitaine, il avait cru bon de préciser devant la CODER que « le tourisme ne saurait être qu'un complément ». M. Delaunay n'est plus préfet de la région Aquitaine. Le premier responsable de la Mission d'Aménagement, Philippe Saint-Marc, auteur de « Socialisation de la Nature » avait des scrupules d'ordre écologique. Il n'est plus président de la mission d'Aménagement

CAMPING A LA FERME

UN de nos lecteurs nous a communiqué la lettre suivante reçue d'un de ses amis installé depuis peu en Dordogne:

« Pour le tourisme à la ferme... Le tourisme en Périgord, c'est le tourisme friqué... Alors les ceusses qui veulent camper nature... bézef! Ça rapporte pas, alors ça ne se développe pas! Officiellement (par le très officiel syndicat d'initiative de Sarlat), il n'y a qu'un paysan qui se soit fait connaître comme susceptible de recevoir des campeurs... c'est tout! Ça ne se développe pas que je disais... parce que les mecs qui s'occupent de promouvoir le tourisme en Dordogne ne jugent pas cela rentable ».

Et notre correspondant ajoutait que le « très officiel syndicat d'initiative de Sarlat » n'avait même pas jugé bon de lui communiquer le nom et l'adresse de ce (soi-disant) unique cultivateur acceptant le camping à la ferme, quand il le leur avait demandé.

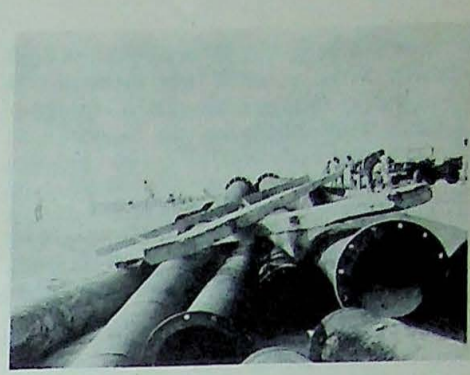
Pour des renseignements et des adresses sur le camping à la ferme en Périgord, on peut contacter: Section Tourisme de la FDSEA, 4, place Francheville, 24000 Périgueux.

intéressant dans l'exemple du Club c'est qu'il offre le moule préfabriqué et assez bien fabriqué de cette autre structure de vie. Seulement, c'est un peu comme la mayonnaise qui ne prend pas dans tous les cas, et quand elle ne prend pas, on assiste au retour à des comportements habituels, comme vous l'avez signalé.

On peut aussi noter qu'il existe en gros deux manières de concevoir les vacances: Pour certains il s'agit de partir pour trouver l'endroit tranquille, insulaire, l'isolement avec la nature, l'endroit où on va se reposer, être pratiquement immobile. Pour d'autres, au contraire, c'est l'envie de zigzaguer comme un fou à toute vitesse.

fantasmagorique

Ces deux tendances peuvent aussi se combiner. On part à la fois pour se fuir et se retrouver, c'est très complexe le mouvement du « vouloir voyager ». Je crois que cela correspond à un déracinement profond dans notre société par rapport aux choses traditionnelles. Alors il y a une sorte de néo-nomadisme qui se cherche et peut-être chez les jeunes c'est une tentative plus ou moins consciente à être véritablement « les citoyens de la planète terre », le désir de voir un monde autre, d'établir le dialogue avec l'autre civilisation, l'autre culture, l'autre humain. Aussi le tourisme tente de répondre à ce besoin en fabriquant



La riposte aux promoteurs



ploite les vacanciers. « Et dire que c'était les « rouges » qui devaient prendre la terre aux paysans » s'exclame l'un d'eux. Voilà ce qui peut être le combat commun — celui de vos prochaines vacances (4) — de tous ceux qui refusent que tout soit « touristique, touristiquable, touristique »...

Jean-François MERLE ■

(4) Ceux d'entre vous qui iront passer leurs vacances dans la Dordogne, en Aquitaine ou en Languedoc-Roussillon, peuvent prendre contact avec les militants du PSU de ces régions pour participer aux actions engagées:

- Fédération PSU de la Gironde, 11, rue Dupaty, 33000 Bordeaux.
- Fédération PSU des Landes, c/o J.-P. Dargelos, Centre Hélio-Marin, 40130 Cap-Breton.
- Fédération PSU des Pyrénées-Orientales, 27, rue Dagobert, 66000 Perpignan. Gillet, 1, rue Subra, 66000 Perpignan. Pour les autres régions, voir notre encadré « Opération Vacances 73 », en page 3.



Les vacances: une façon de tourner le dos au réel

l'autre de manière artificielle, c'est-à-dire les danses folkloriques, les costumes tombés en désuétude, etc. On visite uniquement le passé, on oublie le présent. Le tourisme devient de plus en plus fantasmagorique, et fictif. On le constate à travers les photographies et les autres modes d'appropriation fétichistes qui permettent de se dire: « Voilà, j'ai fait 2.000 km et voici mes diapositives ».

Pour conclure quand on commence à plonger dans cette histoire de vacances, cela mène très loin parce qu'on découvre des tas de choses. En fin de compte, c'est un peu la négation par l'absurde des conditions de travail, c'est-à-dire de l'existence même du loisir. Si j'insiste sur le phénomène du Club Méditerranée c'est parce qu'il traduit la remise en cause de la société, de sa structure hiérarchique, des rapports médiatisés par l'argent, et enfin de l'anonymat et de l'atomisme.

A travers les vacances c'est tout un système qui est remis en question. Pendant les vacances on ignore les contraintes, on est plus libre individuellement, plus disponible amoureusement... On fait davantage de rencontres, on aime plus, disons que la quantité d'affectivité et de « combustion » est beaucoup plus grande. Les vacances, c'est l'image inversée de la société actuelle, le reflet fantasmagorique de l'image positive possible d'une société à faire.

(Propos recueillis par T. MORUS) ■

découvrir autre chose

Dire combien de kilomètres on a parcourus à travers le monde, quelles spécialités dégustées à tel endroit, dans combien d'hôtels avec ou sans étoiles on a séjourné... ce n'est pas cela que recherchent les adhérents de « Découverte et Culture, Loisirs ».

D.C.L., ce n'est pas le Club méditerranée ou les chaînes Hilton. D.C.L. a choisi un autre terrain, plus difficile sans doute — et c'est cela qui fait sa richesse. Richesse financière ? Non, D.C.L. ne recherche pas le profit financier, mais au contraire veut dépasser les limites du tourisme classique. L'objectif visé : expérimenter une conception militante des loisirs.

EST-CE à dire que ce moment de l'année qui est le mois des vacances, sera ennuyeux ? Non. Ce ne sera bien sûr pas du relax, mais cela permet, comme l'indiquent les animateurs de D.C.L. « un moment privilégié pour réfléchir sur sa condition et son devenir, tout en passant un mois de repos, de détente. Les vacances doivent devenir aussi un moyen d'approfondissement militant des sociétés capitalistes et des sociétés de transition vers le socialisme ».

Comment sont mis au point ces voyages ? Les organisateurs, au départ, ne pensent pas tout pour vous. Si vous êtes adhérent à D.C.L. on vous demande de vous réunir le plus souvent possible pour préparer les voyages.

La « chartérisation » des places d'avions permet d'abaisser considérablement les prix de transport.

Les contacts avec les pays diffèrent selon la nature du régime en place : — En Albanie, c'est un programme très rigoureux et précis mis au point

avec les autorités albanaises et Albturist, organisme officiel du tourisme. L'Albanie, c'est la « petite Chine » comme on dit. On va y chercher l'édification de la société albanaise autour du contrôle plus large des masses sur les décisions.

— En Algérie, c'est un système plus souple qui est mis en place. Les contacts sont pris au niveau de la jeunesse du F.L.N. C'est un des pays avec lesquels on procède par échanges. Pendant qu'un groupe français séjourne en Algérie, un groupe d'Algériens est reçu en France. En 1972, pendant 21 jours, les Algériens ont fait un circuit qui les a menés notamment sur les lieux des grandes luttes ouvrières.

D'autres groupes étrangers ont participé à des expériences semblables : des Polonais en 1972 — des travailleurs italiens venus de Turin ont visité Paris et sa banlieue. Pas le « gay Paris » du capitalisme frelaté, mais le Paris de Mai 68.

La grande innovation 73 : les voyages en autogestion. A l'intérieur de l'hexagone : villages autogérés dans les Cévennes. On donne la possibilité de se loger, aux participants de s'occuper de leur nourriture, de leurs loisirs. Rien n'est imposé... pas de « gen-

D.C.L. en chiffres

(séjours de 3 semaines)

| pays | Nombre d'inscrits | Nombre de voyages |
|---|-------------------|-------------------|
| Algérie | 200 | 5 |
| Albanie | 450 | 10 |
| Chili | 40 | 2 |
| Pérou | 15 | 1 |
| Mexique | 15 | 1 |
| Roumanie | 60 | 2 |
| Suède | 25 | 1 |
| Tchécoslovaquie | 35 | 1 |
| Yougoslavie | 80 | 4 |
| Haute-Provence (cheval - 8 et 15 jours) | 70 | 10 |
| Cévennes (villages autogérés) | 40 | 11 |
| | par séjour | |



Françoise CLAIRE ■

livres pour vos vacances

à partir d'un chalet

Un livre original pour une entreprise originale : « réaliser un chalet dans le Jura comme prise en main d'une partie de la société par les travailleurs eux-mêmes ». Un programme ambitieux, et réalisé. Comment ? Pour le savoir, lisez donc le livre illustré et rédigé par ceux-là même qui ont construit le chalet. Vous y verrez comment des jeunes travailleurs (et quelques moins jeunes) peuvent faire vivre leur enthousiasme tout en découvrant les rouages de la société capitaliste, et de nouveaux moyens de lutte...

Ces jeunes, ces travailleurs, ce sont ceux des équipes C.L.A.J. (1), dans des comités de jeunes ou des comités populaires.

Les C.L.A.J. sont nés de quelques groupes de jeunes travailleurs à Nice et dans les environs, il y a 25 ans. Ces groupes, dans les années 50, ont installé des relais de la jeunesse dans le Sud-Est, puis à Paris et dans quelques villes

industrielles (Lille, Romans, Lyon...). Près de Paris, c'est le Relais International de Poissy, que connaissent de nombreux militants du P.S.U. : c'est aussi la lutte pour que la construction d'une autoroute ne vienne pas casser le relais. Car les C.L.A.J., nés dans la lutte anticapitaliste, dans les écoles, les quartiers, les entreprises, ne cessent jamais le combat : reconnus par la Jeunesse et les Sports en 1967, les C.L.A.J. ont été pleinement engagés dans le mouvement de Mai 68. C'est pourquoi — comme la J.E.C. ou la Vie Nouvelle — ils n'ont plus de subventions.

Depuis 1960, les C.L.A.J., c'est aussi le Ski-Club populaire : la conquête de la neige par les jeunes travailleurs, au moment où le capitalisme conquiert les pentes une par une. Allos d'abord, puis Valberg en 68, Sainte-Brigitte en 71, enfin Métalief en 72 : tels sont les relais que les jeunes acquièrent et transforment au service de tous les jeunes. Métalief dans le Jura : c'est toute une histoire, et c'est elle que raconte le livre (2). Réunir vingt millions en deux mois, à partir de prêts, de dons et de journées de travail reversées, c'est un record. Avec cette somme et un faible emprunt, acheter un chalet (dans un univers de concurrence) et mettre une année à le refaire de fond en comble, en se fondant sur la compétence des travailleurs, leur organisation collective et une formation continue (au

marxisme, à la lutte socialiste) à travers l'expérience directe, c'est une leçon positive.

« Parce que ceux qui le construisent ont voulu briser les rapports sociaux imposés par la bourgeoisie, le chalet de Métalief est une forme de société nouvelle. La poussée populaire se chargera de le développer ».

Voilà une perspective qui nous concerne singulièrement ! Avec le livre des C.L.A.J., nous apprendrons un peu plus comment nous y engager, à partir d'une expérience concrète.

R. C. ■

(1) Club des Loisirs et d'Action de la Jeunesse, 69, rue Condorcet, 75009 PARIS.

(2) Se le procurer aux C.L.A.J. ou à la Librairie de TS.

sélection

Ivan ILLICH, Energie et équité, Editions du Seuil, 58 p., 6,50 F.

On parle beaucoup de crise de l'énergie ; mais cette crise ne se pose d'abord qu'à ceux qui profitent de la croissance. La recherche de la vitesse — un Américain moyen consacre à son automobile un nombre annuel d'heures qui, pour le nombre de kilomètres parcourus, équivaut à une vitesse de 6 (six) km/h — offre un bon exemple de cet affrontement de classe qui traverse le champ de l'énergie.

Michel BOSQUET, Critique du capitalisme quotidien, Editions Gallilée, 339 p., 28 F. Tout le monde ne vient pas à la révolution par la lecture de Marx, tant s'en faut. Pour ceux sur qui ne pèse pas, quotidiennement, le poids de la condition ouvrière, d'autres révélateurs de l'exploitation, de l'anarchie et de l'iniquité qu'engendre le capitalisme surgissent du quotidien. En rassemblant dans un ouvrage quelques-unes de ses chroniques de l'Observateur, Michel Bosquet nourrit, pour le combat quotidien, « les armes de la critique ».

Gérard VIRATELLE, l'Algérie algérienne, Editions Ouvrières, 347 p.

On attendait la réédition de l'ouvrage de l'ancien correspondant du Monde à Alger, l'un des plus complets dont on dispose sur les transformations économiques et sociales de l'Algérie. Enrichi de compléments sur les aspects les plus récents de la politique du président Boumediène, il se présente comme une excellente introduction à la connaissance de tous ceux qui s'apprentent à visiter l'Algérie.

Jean-Pierre DUMONT, La fin des O.S., Mercure de France, 246 p., 26 F.

Comment peut-on être OS ? On ne peut plus puisque la Régie Renault les a supprimés en les rebaptisant « agents de production ». Dans cette analyse, aussi précise que percutante par les nombreux témoignages sur lesquels elle s'appuie, J.-P. Dumont brosse le tableau de la condition actuelle des « robots » que sont les OS, des possibilités offertes par la technique, et de la peur des expériences.

stimulant

Henri Laborit a un avantage : ce qu'il écrit n'est pas banal. A une époque où la réflexion politique s'empêtre souvent dans des concepts issus du XIXe siècle, Laborit apporte ses connaissances biologiques à l'appui d'un engagement politique autogestionnaire. Le mélange est étonnant et s'il donne parfois un peu le vertige, il ne manque pas de poser en termes neufs les questions centrales d'aujourd'hui : le pouvoir, la hiérarchie, la croissance, l'information.

Beaucoup, beaucoup d'idées ramassées en peu de pages. Certaines proposent avec justesse un nouveau regard sur les classes sociales contemporaines ; d'autres jettent pardessus bord peut-être un peu vite certaines données centrales de l'analyse marxiste. Peut-on en vouloir à l'auteur dont l'ambition n'est pas de proposer un nouveau système de pensée, mais plutôt de stimuler celle-ci ? Ce n'est pas si fréquent. Un livre à lire et à discuter de près.

J. G. ■

Henri Laborit - Société informationnelle - Cerf - 9 F, en vente à la librairie de TS.

LIP : ils ont ouv

« Ils tiendront. Ils vont gagner. Ce qu'ils font est formidable. Il faut les soutenir. C'est un peu pour nous aussi qu'ils se battent... » **Réflexions entendues ça et là chez les travailleurs. Ils parlent de Lip bien sûr.**

DES batailles, ils en ont déjà remporté deux. La première, c'est la popularisation de leur lutte. Alors que leur patron et le pouvoir, depuis la mi-avril, cherchaient à étouffer leur voix, à empêcher par tous les moyens la diffusion de l'information. La forme de lutte employée leur a permis d'échapper au carcan. La France regarde Lip. Et pas seulement la France, mais la Suisse où, pour la première fois depuis bien longtemps, des manifestations de rue ont eu lieu grâce à l'appui de la Ligue marxiste révolutionnaire. L'Italie, aussi. Et cela fait partie de cette première bataille : faire tomber le mur du silence.

Mais aussi, ils ont fait la démonstration qu'une autre stratégie ouvrière était possible. Ce n'est pas la première action de contrôle ; il y en a eu sur les horaires, sur les cadences, sur les conditions d'hygiène et de sécurité. Mais c'est la plus globale. Ils montrent à la classe ouvrière que c'est possible ; ils ouvrent la voie. Car le pouvoir le sait : l'exemple sera contagieux. Les travailleurs sauront, non pas plaquer en chaque circonstance la méthode de lutte des Lip, mais s'en souvenir, analyser la stratégie, l'adapter à leur situation. Ceci est déjà un acquis, et ce ne sera pas le moindre du combat des Lip.

Assemblée des travailleurs, rôle des syndicats, du comité de soutien, du comité d'action : il nous faudra, après l'action, analyser en profondeur le rôle et l'importance de chacun. Nous pouvons déjà donner quelques esquisses.

L'assemblée des travailleurs a un réel pouvoir de décision : rien d'important ne se fait sans un débat sanctionné par un vote des travailleurs. Cela permet de maintenir l'unité, de dépasser les divisions syndicales. Les ouvriers, responsables de leurs décisions, deviennent responsables de leur action. Les risques d'échec, de démobilisation en sont d'autant réduits.

Dépassent les divisions syndicales et non dépassent les syndicats. Car ceux-ci conservent un rôle important. Les militants des organisations syndicales sont ceux qui ont le plus d'expérience de lutte. Ils se réunissent, discutent, élaborent des propositions pour l'assemblée du personnel. Il y a volonté, surtout de la section CFDT, de proposer et non de manipuler, de débattre et non d'imposer.

l'assemblée décide

Un comité d'action existe et regroupe des militants CGT, CFDT et des non-syndiqués qui ont, dès le début de la lutte, en avril, répondu à l'appel des délégués pour aider au travail. Ce comité n'est pas seulement un support technique. Lui aussi se réunit, fait des propositions, discute. Son rôle est loin d'être négligeable.

Nous nous trouvons donc à des niveaux de réflexion et d'action différents. Trois organisations : la CGT et la CFDT, le Comité d'action, et l'Assemblée « décisionnelle » du personnel. Comme nous sommes dans une entreprise où plus de 50 % des travailleurs sont syndiqués, voilà qui infirme dans l'action les théories d'Edmond Maire au congrès CFDT de Nantes sur la composition d'un comité de grève lors d'une lutte dans une entreprise à fort taux de syndicalisation. Des travailleurs ont senti le besoin de se réunir pour participer activement au combat. Ils le font, et cela ne remet en cause ni le syndicat ni l'action. Il y a actuellement démocratie syndicale, mais aussi démocratie ouvrière.

C'est à partir de ces deux conditions que la lutte a été possible. Il n'y a d'ailleurs pas de comité de grève en titre. Le lieu fondamental de décision, c'est l'assemblée des travailleurs. Les militants organisés syndicalement y font leurs propositions.

Les travailleurs, syndiqués ou non, se sont donné les moyens d'en faire d'autres. C'est à partir de ces composantes que le débat peut se faire, que l'unité ouvrière est possible. Il est trop tôt pour en tirer des conclusions mais pour le débat en vue de la prochaine Conférence Nationale Entreprise et pour le débat à l'intérieur de la CFDT sur les comités de grève et le rôle des syndicats, tout cela sera riche d'enseignements.

Tout aussi riche d'enseignements est la forme de leur combat. Le point de départ : une entreprise que le capitalisme veut restructurer pour n'en conserver que le circuit commercial et transformer l'usine en chaîne de montage. Les travailleurs ont pris l'initiative. Les organisations syndicales ont, dès le début, mené le combat pour informer le personnel. Elles n'ont pas attendu que cela se fasse pour

réagir, mais au contraire ont anticipé sur l'offensive patronale, organisé la riposte, la mobilisation des travailleurs. La première décision importante fut de contrôler les cadences, de les diminuer pour tenir plus longtemps avec le stock de matière première



gelé par la direction. Oui, déjà : **contrôle**. Ensuite, ce fut la prise de possession des montres fabriquées pour servir de monnaie d'échange.

une autre stratégie

Vol ? Certes non. Et personne, hormis les administrateurs provisoires, ne l'a pris comme tel. Les travailleurs mettaient à l'abri le fruit de leur travail, le soustrayaient au patronat qui voulait les éjecter : **contrôle** encore. Et cela appuyé par des manifestations : à Paris, à Besançon, dont l'ampleur allait croissant, montrant que le soutien populaire s'élargissait.

Puis la **décision**, puisque le patronat décidait de brader l'usine, et eux avec, de prendre en main leur outil de travail, d'assurer leur salaire avec le fruit de leur travail. Libérés du joug patronal, ils ont redécouvert qu'ils étaient des hommes, des femmes et non des robots producteurs. Ils ont découvert que l'absence d'un PDG et des cadres ne les empêchait pas de faire tourner l'usine. Ils ont retrouvé l'esprit d'initiative, mis à jour leur rôle réel dans l'entreprise et celui du patron. Ils ont mis à nu qui pouvait, qui devait avoir le **pouvoir** dans l'entreprise. Le patronat a amené l'entreprise au déficit financier que l'on connaît. Au moment des prises de décision, il disparaît. Il laisse « les autres » résoudre les problèmes. Devant ce vide, pour défendre leur emploi, pour ne pas subir la volonté du capitalisme de démanteler pour construire plus rentable, les travailleurs ont montré leur responsabilité. Ils font la preuve irréfutable qu'une usine sans patron pouvait tourner. Mais aussi, et à leur échelle, ils ont réinventé une autre organisation du travail. On balaie par roulement, on produit par roulement, on vend. Rien n'est obligatoire. On peut

NOUVEAU RECUL DU POUVOIR ET DU PATRONAT

La direction LIP a reculé une première fois en mai dernier lorsque les travailleurs ont imposé la garantie des salaires jusqu'au 10 juin. Le pouvoir a marqué un nouveau recul, lorsque la terminaison des montres et leur vente ont été décidées : la mobilisation populaire était telle qu'une intervention des forces de l'ordre s'avérait impossible. Les plus hauts responsables gouvernementaux s'en sont tirés en déclarant qu'ils étaient prêts à acheter une montre... ce qui est un bel aveu d'impuissance.

Un troisième recul est maintenant effectif : le paiement des congés payés est garanti à l'ensemble du personnel sans qu'aucune concession ne soit faite en échange par les travailleurs. ET MAINTENANT, ceci démontre que l'offensive permanente menée depuis

deux mois est payante et qu'il nous faut garder l'initiative : c'est la clef du succès.

La musique

Depuis huit jours, il est fait grand bruit autour des propositions avancées par différents groupes financiers (anglo-américains ou franco-suisses). Ces informations qui se concluent souvent par des points d'interrogation n'ont pas d'importance décisive : les tractations véritables entre les requins de la finance internationale se font dans la coulisse. Ce qui apparaît dans la presse n'est que manœuvre de diversion.

Cela ne doit en aucun cas écarter les travailleurs du problème central : améliorer sans cesse le rapport des forces en leur faveur.

Les objectifs

Pour atteindre les objectifs du

non-démantèlement et de la garantie de l'emploi, la stratégie d'unité offensive doit être poursuivie. Des actions précises sont à enclencher dans ce sens.

Le manifeste mis au point par les travailleurs est à diffuser dans les meilleurs délais et le plus largement possible. Mieux la lutte sera comprise, plus le soutien s'établira.

La vente des montres n'est pas un but en soi, mais elle doit rester un moyen de lutte et un support important de l'information. L'usine doit pouvoir rester ouverte aux travailleurs et à la population qui vient s'informer et rencontrer les camarades en luttant. Il nous faut donc organiser accueil et animation dans ce but.

Section de Besançon ■

vert la voie

aller boire un coup à la cafeteria pendant le travail ; on peut s'arrêter pour fumer tranquillement une cigarette. Plus personne n'impose. La hiérarchie de transmission des ordres est remplacée par la décision collective. C'est sans doute pour cela que l'on a tant

directement les objectifs qu'ils avaient mis en avant. Celle-là est, bien sûr, secondaire, mais il est significatif que le pouvoir ait cédé. Il s'agit du paiement des congés payés et de la prime de vacances. Le patronat ne pouvait admettre que les travailleurs distri-

nécessaire que les forces syndicales et politiques qui se réclament de la classe ouvrière apportent leur soutien dans et hors les entreprises.

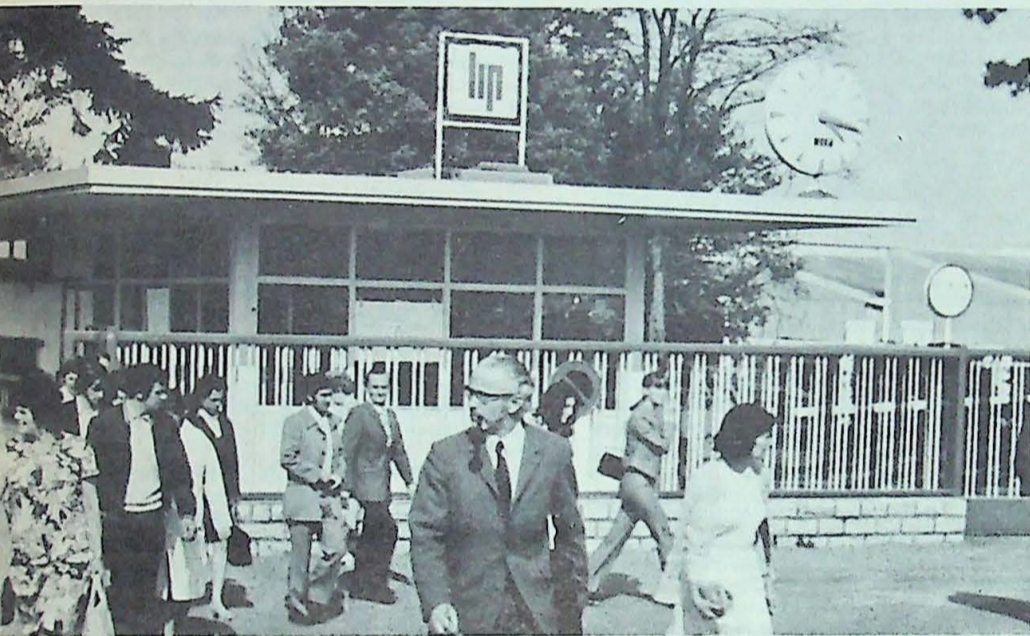
Nous souhaitons le règlement du conflit le plus rapidement possible pour les travailleurs de Lip. Le capitalisme, lui, va essayer de faire trainer pour gagner du temps et jouer sur la modification du rapport des forces présent. Tout doit donc être mis en œuvre pour faire échec au capitalisme et permettre la victoire des

à la santé du confrère

Dans son édition de samedi dernier, l'Humanité a cru bon de jeter un doute sur la nature du soutien que le P.S.U. apporte, depuis le début de leur lutte, aux travailleurs de LIP. C'est pour éviter d'envenimer une mauvaise querelle, qui ne peut en rien servir aux travailleurs de LIP, et sur la demande expresse de ceux-ci, avec qui nous nous maintenons en contact permanent, que Tribune Socialiste préfère rengainer, ou différer, sa réponse à son estimé confrère.

travailleurs. En ce qui concerne le PSU, « TS » va s'arrêter. Mais les fédérations de notre parti continueront à faire circuler l'information par d'autres moyens (tracts, affiches...). La vente des montres par catalogue continuera (avec un catalogue remis à jour) tant que les travailleurs de Lip en exprimeront le désir. La victoire est possible. Elle ouvrira la voie à d'autres combats, à d'autres victoires.

Alain RANNOU. ■



parlé d'autogestion. Mais aussi, ils se sont rendu compte que les changements ne sont possibles qu'à l'échelle de la société, qu'ils n'ont pas créé un bout de socialisme, que l'environnement reste capitaliste, que leur expérience a les limites d'une lutte contre le système dans le système. C'est pour cela qu'ils ont refusé le terme d'autogestion et ils ont eu raison : « Ce que nous faisons dépasse notre entreprise, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est concernée », dit l'un des délégués. Ils démontrent leur responsabilité.

Oui, ils ont montré qu'une autre stratégie était possible pour les travailleurs dans leur lutte contre le patronat, ils ont démontré qu'il existait un chemin vers un autre type de société. Cette bataille, ils l'ont gagnée ; les résultats en sont déjà acquis.

La deuxième victoire concerne plus

buent eux-mêmes les salaires à partir de leur production. Le président du tribunal de commerce a statué : les salaires de juillet sont payés. Mais aussi comptait-il surtout sur la démobilisation que pouvait entraîner cette mesure. Les salaires payés, les travailleurs allaient partir en vacances ; l'usine serait vide ou presque. C'est oublier qu'une victoire partielle, même sur un point secondaire, renforce ceux qui luttent dans leur détermination. Un roulement de vacances a été institué : 600 Lip seront présents en juillet. La production et la vente continuent.

Le principal reste à atteindre : pas de licenciement, pas de démantèlement. Le pouvoir et le patronat comptent sur la démobilisation due aux vacances. L'intérêt de la presse, après l'événement, va retomber. Pourtant, il faut que la popularisation de leur combat continue. Plus que jamais il est

Les issues possibles

JURIDIQUEMENT le début de la crise chez Lip date du dépôt du bilan de la société, le 22 juin. La crise économique, elle, est beaucoup plus ancienne. On peut la situer à la fin des années soixante, au moment où le trust américain US Time, producteur des montres Ikelton fit son apparition en force sur le marché européen. Fred Lip, le patron d'alors, reste intransigeant sur la politique commerciale à suivre : Lip est synonyme de haute qualité et doit le rester. Rapidement, la situation financière se détériore au point que Fred Lip doit quitter la direction de l'entreprise dont le géant suisse Ebauche S.A. (dans lequel l'Etat helvétique lui-même détient 30 % du capital) devient le principal actionnaire.

En dépit des ces changements, la firme connaît toujours un déficit d'exploitation ces deux dernières années. Les actionnaires suisses se convainquent alors que seule une profonde réorganisation de Lip, accompagnée du licenciement d'un quart au moins de ses effectifs, peut la rendre à nouveau bénéficiaire. Pour préparer cette réorganisation, Ebauche S.A. nomme le 17 avril 1973 deux administrateurs provisoires dont le rôle est de servir d'écran entre les travailleurs de Lip et les véritables patrons de l'entreprise, situés de l'autre côté de la frontière.

l'épreuve de force

Cette diversion n'a qu'un temps dans la mesure où le personnel de Lip se rend vite compte qu'en réalité, il n'y a plus de direction et que la situation pourrait lentement mais sûrement. C'est pourquoi l'occupation de l'usine est décidée le 12 juin. C'est alors l'épreuve de force sur le plan juridique. Les administrateurs provisoires déposent le bilan de la société dix jours plus tard, ce qui entraîne la nomination d'un syndic par le président du Tribunal de Commerce. Le syndic n'a pour le moment qu'un rôle restreint, en attendant la décision que doit prendre le président du Tribunal (probablement lors de l'audience prévue le 13 juillet) quant à la suite juridique à donner à l'affaire. Deux solutions sont en effet possibles. Soit un règlement judiciaire qui a pour conséquence de maintenir les représentants des actionnaires dans leur droit de déterminer la politique à suivre, en collaboration avec le syndic, soit une liquidation judiciaire de l'entreprise qui donne au syndic les mains entièrement libres pour décider de l'avenir de l'entreprise (à condition, bien entendu, que

le Tribunal assortisse sa décision d'une autorisation de continuer l'exploitation).

En cette première semaine de juillet, tous les travailleurs de Lip sont en attention de cette décision du Tribunal. Si, comme cela est probable, celui-ci accorde l'autorisation de poursuite des activités de l'entreprise, le syndic aura le choix entre deux solutions. Première solution, reconduire la situation précédente en espérant que l'ancienne société parvienne à équilibrer ses produits et ses charges ; vu les résultats des années passées, cette solution a peu de chances d'être adoptée. Deuxième solution, créer une nouvelle société de gestion. Celle-ci partirait de zéro (c'est-à-dire sans la charge de combler dans l'immédiat les exercices déficitaires des années précédentes) et aurait pour tâche, en un temps limité donné, de retirer tourner l'entreprise en réalisant des bénéfices. Ainsi, une sorte de période probatoire serait créée, à l'issue de laquelle le syndic déciderait si la nouvelle société de gestion est ou non capable de maintenir à flot l'ancienne entreprise Lip.

les solutions plus une

Cette société de gestion, que pourrait-elle être ? Plusieurs possibilités peuvent à encore être envisagées. Elle pourrait être l'ancienne Lip, légèrement modifiée du point de vue de la participation de certains actionnaires ; ou bien une tierce société, totalement étrangère à l'actuelle Lip (du genre de cette firme anglaise dont un représentant négocie ces jours-ci les termes d'un éventuel accord) ; ou bien encore un groupement de quelques personnalités connues du monde industriel et financier (comme le directeur de l'Institut de Développement Industriel par exemple) ; ou bien enfin une coopérative ouvrière de production telle qu'il en existe déjà quelques exemples en France.

Voici donc toutes les solutions juridiques envisageables. Il n'en manque qu'une qu'il serait dangereux de sous-estimer, c'est que le principal actionnaire actuel, la firme suisse Ebauche S.A. parvienne à faire échouer toutes les issues que l'on vient d'envisager pour démontrer que la seule solution est celle qu'elle préconise depuis le début : licenciements massifs et réorganisation radicale de l'entreprise.

C'est de ce danger dont il faut être très conscient et qu'il faut combattre avec l'espoir de l'éloigner, car économiquement, l'avenir de l'entreprise n'est pas bouché.

Jacques GALLUS ■



les travaux de la DPN

Nous publions ci-dessous les textes de la résolution politique et de la résolution sur le CLAS, adoptés le week-end dernier à la session de la Direction politique nationale.

● Résolution politique

Lors de sa dernière session du 1^{er} avril, la Direction Politique Nationale du PSU s'était assigné trois objectifs :

- développer une stratégie de rupture avec le capitalisme, axée sur le contrôle ouvrier et le contrôle populaire ;
- créer les conditions du développement et du renforcement du courant socialiste, autogestionnaire et d'une clarification de ses objectifs ;
- contribuer à la constitution d'une véritable unité populaire, et à la riposte commune du mouvement ouvrier contre le régime.

Depuis cette date, un certain nombre d'éléments importants sont intervenus qui permettent de confirmer l'importance de ces objectifs dans la période actuelle :

1. Les luttes ouvrières récentes et particulièrement celle des travailleurs de LIP mettent en évidence que c'est l'organisation même du travail qui se trouve contestée. La capacité collective des travailleurs d'imposer leur contrôle constitue la réponse la mieux adaptée à la phase actuelle de la lutte contre le capitalisme.

Le PSU poursuivra donc cet objectif en tentant constamment d'animer et de soutenir d'autres luttes y compris en dehors de l'entreprise sur la base du contrôle populaire.

2. Le développement du courant socialiste autogestionnaire et d'une force politique qui exprime ses objectifs acquiert une actualité nouvelle dans la période que nous venons de vivre.

Le débat sur la nature du socialisme et sur le projet autogestionnaire qui avait été récusé par la majorité des organisations ouvrières lors des dernières élections est devenu désormais un débat public et central.

double direction

Du même coup, et il n'y a pas lieu de s'en étonner, l'Autogestion a pris des contours variés et contradictoires, ce qui montre la nécessité d'une clarification et d'un approfondissement de ce projet.

C'est pourquoi le PSU poursuivra son travail sur ce terrain dans une double direction :

a) il contribuera à favoriser le débat le plus large sur l'autogestion avec toutes les forces du mouvement ouvrier, tout en rattachant constamment l'objectif du socialisme autogestionnaire à la réalité présente des luttes pour le contrôle ouvrier et populaire.

A cet égard le PSU confirme son accord pour participer aux colloques sur l'autogestion dont la CFDT a pris l'initiative.

Il prend acte de l'intention nouvelle du Parti Communiste d'en débattre et estime positive cette confrontation.

Dans les mêmes conditions, il entend poursuivre la discussion avec le Parti Socialiste et ses militants tant sur le plan

des objectifs du socialisme autogestionnaire et particulièrement sur la nature du pouvoir d'état, que sur celui de sa participation effective aux luttes des travailleurs.

Le PSU rappelle enfin sa proposition faite à toutes les forces socialistes de créer en France un mouvement pour le contrôle ouvrier.

b) Par ailleurs, le PSU s'emploie à renforcer le rôle et le poids de ceux pour qui la perspective autogestionnaire se situe dans l'axe d'une stratégie révolutionnaire.

Il contribuera avec d'autres forces politiques, sociales, culturelles à réunir les conditions permettant de créer une organisation politique de type nouveau et un large mouvement pour le socialisme et l'autogestion capables de jouer un rôle important dans la restructuration du mouvement ouvrier.

3. Le PSU s'est efforcé, au cours de ces derniers mois, de contribuer à renforcer dans l'action, l'unité du mouvement ouvrier.

Cette unité s'avère plus urgente que jamais si l'on tient compte de l'aggravation considérable de la politique répressive, marquée en particulier par la dissolution de la Ligue Communiste.

Le PSU a participé dans cet esprit aux manifestations du 20 juin contre les atteintes aux libertés.

Il a contribué à créer les conditions d'une riposte des organisations de l'ensemble du mouvement ouvrier après la dissolution de la Ligue Communiste.

Il poursuivra son travail dans ce sens en estimant que de nouvelles étapes devront être franchies rapidement sur la voie de l'unité, de façon à rendre celle-ci offensive et non seulement défensive.

Dans cette volonté offensive, l'unité nécessaire ne peut masquer les divergences que le PSU peut avoir avec le Parti Socialiste et le Parti Communiste en raison de leur stratégie. Le PSU estime indispensable le renforcement, dans tous les domaines et à tous les niveaux, du courant révolutionnaire autogestionnaire qui se constitue dans la pratique des luttes.

Dans la perspective du débat nécessaire, le PSU avait demandé à rencontrer le Parti Communiste. Il prend acte de sa réponse favorable.

Il rappelle les propositions qu'il a faites dans le même esprit au Parti Socialiste dans une adresse à son congrès en vue d'engager des actions communes et les débats indispensables : il attend sa réponse.

Enfin le PSU proposera une campagne nationale contre le racisme à toutes les organisations ouvrières, campagne rendue nécessaire par l'offensive raciste dont sont victimes les travailleurs immigrés.

● Résolution sur le CLAS

Après un large débat avec des représentants de l'Alliance Marxiste Révolutionnaire, des Centres d'Initiative Communistes et d'Objectif Socialiste, la D.P.N. constate l'importance prise par le C.L.A.S. en vue de créer cette « force politique de type nouveau, regroupant les partisans du socialisme autogestionnaire dans une organisation cohérente avec ses principes » dont parlait la déclaration du 28 janvier 1973. En particulier, il a permis une meilleure coordination, comme on l'a vu lors des manifestations du 20 juin à Paris, entre quatre organisations : P.S.U. - A.M.R. - C.I.C. - O.S.

Le P.S.U., en ce qui le concerne, entend engager parmi ses militants et ceux qui agissent à leurs côtés, un débat approfondi sur la nature d'une organisation politique en lutte pour le socialisme autogestionnaire. Ce débat, qui doit permettre le dépassement des structures existantes en vue d'une meilleure adaptation à cette lutte, se développera notamment dans la préparation du Conseil National du P.S.U. en novembre 73. C'est pourquoi la D.P.N. propose aux trois organisations qui ont participé le 30 juin à ses débats, d'associer leurs militants à cette réflexion à tous les niveaux (localité, secteur, région, niveau national), ainsi qu'aux actions concrètes sans lesquelles toute réflexion risque de s'égarer.

Le C.L.A.S. connaît par ailleurs un élargissement important : de nouvelles organisations entendent participer à part entière aux coordinations nécessaires et à la création d'une organisation capable de mener, dans tous les domaines de l'action politique ou de la vie sociale, la lutte pour le socialisme autogestionnaire.

Les initiatives et le développement d'un Comité ainsi élargi ne peuvent que favoriser

la restructuration du mouvement ouvrier, selon les perspectives définies par la D.P.N. dans sa résolution du 1^{er} avril et réaffirmées le 1^{er} juillet :

Le P.S.U. contribuera avec d'autres forces politiques, sociales, culturelles, à réunir les conditions permettant de créer une organisation politique de type nouveau et un large mouvement pour le socialisme autogestionnaire capable de jouer un rôle important dans la restructuration du mouvement ouvrier.

Dans les mois à venir, de nouvelles étapes devront être franchies :

- par le développement, dès le mois de septembre, d'une vaste campagne publique sur les thèmes du socialisme autogestionnaire, aboutissement de la lutte pour le contrôle ouvrier et populaire, et de l'organisation politique nécessaire à cette lutte. Cette campagne permettra de trouver les moyens d'associer les organisations et l'ensemble des jeunes et des travailleurs qui veulent bâtir le socialisme dans la liberté et le respect de la démocratie ouvrière ;

- par la réunion d'assemblées de base, en fonction des luttes réelles, dans la perspective de l'autogestion et de l'instauration immédiate d'un contrôle ouvrier et populaire dans les lieux de travail ou d'habitation : ces assemblées détermineront elles-mêmes leurs formes d'action et d'organisation.

Ces campagnes communes assureront au C.L.A.S. le développement et l'efficacité indispensables. Les résultats de ces débats et de ces initiatives devront être appréciés en leur temps par le Congrès du P.S.U., comme par chacune des organisations intéressées, afin de mettre en place les structures qui conviennent à la lutte pour le socialisme autogestionnaire.

- Instrument de formation théorique
- Moyen de propagande politique

CRITIQUE SOCIALISTE

revue théorique du PSU 5 numéros par an
n° 13-14 vient de paraître

Sommaire

- Analyse du résultat des élections Alain RICHARD
- Les timidités et les « audaces » de la stratégie réformiste Victor FAY
- La stratégie du contrôle ouvrier Victor FAY
- Trois textes (inédits) de Lénine sur le contrôle ouvrier
- Actualité de Marx sur la bureaucratie Philippe BRACHET
- Autogestion et démocratie directe Alain GUILLERM
- L'autogestion selon la Ligue communiste
- Pour une réflexion sur les luttes ouvrières internationales : le cas Ford J.-P. DUBOIS
- En Argentine : brève généalogie de trente ans de péronisme B. LEVY

Dans les numéros précédents : la hiérarchie des salaires (n° 2), l'utilisation capitaliste des machines (n° 3), le cadre de vie, le PCF (n° 4) il Manifesto, les femmes (n° 5), le PCF et les nationalisations, Lénine et l'Europe (n° 6), le programme révolutionnaire, l'urbanisme, le PCF et les qualifications (n° 7), Evian, les paysans-travailleurs, la Chine (n° 8), l'autogestion, le prolétariat (n° 9-10), spécial Bretagne (n° 11), l'Etat de transition au socialisme, le Chili (n° 12).

DEUX OFFRES SPECIALES : les dix numéros : 40 F (au lieu de 55) ; 5 numéros au choix : 20 F.

Dans les numéros suivants : la crise dans la magistrature et la fonction publique, les luttes dans les services, la propriété foncière, le Plan pour quoi faire ? nationalisation et autogestion (EDF), les échanges socialistes.

Le numéro : 104 p. : 8 F.

Abonnement : six numéros + suppléments : 45 F (étranger : 55 F)
six numéros seuls : 30 F (étranger : 40 F).

Editions SYROS, 9, rue Borromée, 75015 PARIS CCP n° 19 706 28.



● CHILI

les factieux et le peuple

Quelle heure est-il au Chili ? C'est si loin, le Chili, qu'on a peine à imaginer l'enjeu qui se joue là-bas. Vendredi, nous apprenions qu'une tentative de putsch militaire venait d'avoir lieu contre l'UNITE POPULAIRE. L'armée se soulevait, elle, dont on avait pourtant vanté le loyalisme. On entrevoyait la fin d'une expérience unique. On se souvenait de la Bolivie, du Brésil...

24 HEURES plus tard, tout était terminé à l'avantage du président Allende et de ses partisans : un seul régiment — de blindés — s'était soulevé, mitraillant le palais présidentiel de la Moneda. Malgré les appels hystériquement triomphalistes de la radio de droite, demandant à tous les habitants de Santiago « de rester chez eux » pendant que l'on réglerait ça « entre militaires », le peuple de Santiago descendait dans les rues, envahissait les abords du palais et fraternisait avec les troupes loyalistes — en écrasante majorité. La reddition des insurgés s'ensuivit. Elle était reçue par le général Prats lui-même, qui passe pour disposer de l'influence prépondérante au sein de l'armée chilienne.

Reddition peu glorieuse, échec pitoyable, tentative lamentable ?

On est tenté d'utiliser ces qualificatifs et pourtant trois faits retiennent l'attention et doivent guider l'analyse de l'évolution ultérieure du Chili. Car si le peuple chilien a remporté une nouvelle victoire, il s'en faut qu'il s'agisse d'une victoire définitive.

— Le premier fait est l'attitude de l'armée chilienne. Dans le climat extrêmement tendu des deux derniers mois au Chili, où alternaient manifestations de droite et contre-manifestations populaires, où certaines grèves de caractère nettement politique avaient pour but avoué de désorganiser l'économie du pays, où des commandos fascistes, fanatisés par une radio encore majoritairement aux mains de la droite, procédaient à des règlements de compte sommaires, l'intervention d'une partie de l'armée était, sinon probable, du moins largement prévisible. Travaillée vraisemblablement de l'intérieur par des agents dévoués à la cause de la droite chilienne, l'armée ne pouvait être totalement insensible à une situation politique se rapprochant chaque jour de la guerre civile ouverte.

une note inquiétante

Le fait essentiel demeure que l'immense majorité des troupes est restée loyale au gouvernement et n'a pas hésité à lutter par les armes contre les factieux. C'est pour l'unité populaire un succès indiscutable, dû autant à la structure et à la composition propres de l'armée chilienne qu'à ses traditions et au travail politique entrepris par l'unité populaire à son égard.

Ce succès ne doit pas faire oublier, cependant, une note inquiétante. C'est un régiment de blindés qui s'est soulevé, alors que la marine et l'aviation étaient d'habitude les armes les plus enclines à contester l'unité populaire. Ce régiment a pu se soulever unanimement, ce qui semblerait signifier que des unités entières de l'armée chilienne sont contrôlées ou noyautées par la droite.

Aussi bien, tout en maintenant l'appréciation que l'on pouvait faire de l'armée chilienne auparavant, ne peut-on compter sur le seul loyalisme de l'armée pour faire face à des menées putschistes.

— C'est ici qu'intervient le second fait, certainement le plus important pour comprendre le dénouement des



Salvador Allende : l'armée est restée fidèle

événements récents : la mobilisation populaire n'a pas faibli, elle s'est au contraire renforcée. On l'a bien vu lors de la récente marche de soutien au gouvernement d'unité populaire, qui a constitué la manifestation la plus importante jamais enregistrée au Chili. On l'a vu venir vu jeudi et vendredi où le meeting improvisé près du Palais de la Moneda a compté plus de 200.000 participants. On l'a enfin vérifié lorsque les travailleurs, les habitants des villes ont occupé leurs usines, leurs quartiers, prêts à défendre jusqu'au bout l'unité populaire et leurs conquêtes.

Car, à n'en pas douter, c'est cette mobilisation qui a permis de faire échouer le putsch militaire, en indiquant à l'armée chilienne qu'il lui faudrait passer par une guerre civile contre la majorité du peuple pour renverser le régime institué par le président Allende. La mobilisation populaire, au Chili, a été prise en charge tant par le syndicat unique, la C.U.T., que par les Partis qui composent l'unité populaire et par les M.I.R. : sa puissance, comme lors des événements antérieurs, a constitué l'arme de dissuasion la plus efficace à l'égard des tentatives de putsch. Elle a obligé l'armée à isoler les factieux et à les combattre.

même la DC

Car l'isolement politique des réactionnaires chiliens n'a jamais été aussi évident. Pour le moment, ils pèsent de peu face à tout ce peuple mobilisé — leur geste peut être assimilé à un geste de désespérés.

Doit-on en conclure que c'en est fini des essais de reprise du pouvoir par la droite au Chili ? Rien n'est moins sûr et c'est là que se place un troisième fait significatif : l'attitude de la démocratie chrétienne et de la droite modérée : cette dernière, qui avait pourtant orchestré, avec un grand luxe de moyens et en alliance étroite avec le Parti National (le plus conservateur), la campagne de dénigrement, de sabotage économique, de « coup d'Etat légal » au Parlement qui avait pourtant couvert les agissements de commandos d'extrême-droite, s'affirme indignée de la tentative de putsch, et la condamne.

Il ne faut pas voir là une soudaine conversion de la D.C. aux vertus de l'Unité Populaire, mais, au delà de la réaction d'une bourgeoisie libérale qui répugne au coup de force, la poursuite d'une ligne constante depuis octobre 1972 : provoquer la chute de l'unité populaire par suite de la montée du mécontentement populaire devant la désorganisation économique et la montée des prix, en grignotant parallèlement tous les acquis du gouvernement Allende dans le système institutionnel. Faire tomber Allende comme un fruit mûr. Cette stratégie interdite à la Démocratie chrétienne, qui influence encore une partie des travailleurs chiliens, de se couper de la masse du peuple mobilisée.

D'où d'ailleurs, son utilisation cynique du concept d'autogestion, pour lutter contre l'Unité populaire dans les entreprises. Alors, la D.C. abandonne aujourd'hui ses alliés putschistes dont on peut être sûr qu'elle les retrouvera demain, lorsque les circonstances lui seront plus favorables. C'est tout juste si la D.C. ne reproche pas au 1^{er} régiment de blindés d'être allé trop tôt, trop vite...

Le cynisme habile de la Démocratie chrétienne doit être dénoncé sans relâche, et la mobilisation des travailleurs chiliens — dont la maturité politique surprend chaque jour davantage les « observateurs » bourgeois — est la meilleure garantie de la poursuite d'une expérience qui nous concerne tous, d'une leçon à méditer par tous.

Quelle heure est-il au Chili ? Je ne sais pas. Mais, là-bas, c'est toujours l'heure de la révolution.

Daniel LENEGRE ■

● ANDORRE

Pompidou prince des vallées

Dans quelques jours, le 10 juillet, le syndic (président du conseil général) des Vallées d'Andorre se rendra à Paris, comme tous les deux ans, pour payer à son suzerain, le co-prince Pompidou, le tribut de 900 F, symbole du statu quo andorran.

Quel statu quo ?

Au-delà de la carte postale que tout le monde connaît, voici un rapide portrait de la réalité andorrane.

L'ANDORRE est, en vérité, un résidu de cette société féodale soit-disant abolie depuis longtemps. Il faut cependant bien différencier les féodales institutions politiques figées datant de 1278 (1) et l'évolution réelle de la conjoncture politique avec ses rapports de classe au sein de la société andorrane.

Selon cette ancestrale constitution dont nous parlions, les Andorrans peuvent encore, au XX^e siècle, être considérés comme des serfs ! La plus haute magistrature est conjointement assumée par Georges Pompidou et par un évêque catalan, celui de la Seu d'Urgell qui cumulent les fonctions exécutive et judiciaire. C'est ainsi que nous nous trouvons devant une situation complètement aberrante : le Conseil Général, organe démocratiquement élu par le peuple andorran, voit son rôle limité aux seules fonctions administratives et dépourvu de tout pouvoir politique réel. Le véritable pouvoir politique se trouve, en fait, entre les mains des viguiers, seigneurs tout puissants, représentants des co-princes.

Les débuts des viguiers sont souvent brillants et remarquables, eux qui se croient tout permis dès leur arrivée en Andorre.

Ainsi le dernier en date, diplomate de carrière, a bien commencé son mandat. Claude-François Rostain, quelques jours après son arrivée en Andorre, se rendit à Lérída rendre une visite officielle au gouverneur civil de cette province espagnole sans même en informer les autorités andorranes. Selon les informations dignes de foi, leurs entretiens s'axèrent sur des questions d'ordre public. L'Andorre subit aussi l'entente Franco-Macellin... Et ce viguière, comme tant d'autres, se révèle un bon disciple dudit, car en l'espace de quelques mois, nous avons assisté à la fermeture d'une librairie de façon arbitraire, à l'interdiction de films, à l'interrogation illégale de membres de groupements démocratiques accompagnée de menaces d'expulsion...

droits politiques

Mais cette situation politique ne peut pas ne pas être accompagnée d'une domination économique. Un détail illustre très bien cette domination de fait : pour une population de 20 000 habitants, il existe en Andorre 6 puissantes banques contrôlées par le capitalisme espagnol et français qui s'orientent vers le trafic de devises. Les exemples peuvent

se multiplier. On peut notamment parler des deux postes de radio-diffusion, également contrôlés par l'Espagne et la France : Sud Radio dépendant directement de la Sofirad, et Radio Andorre sous le contrôle direct du ministre espagnol de l'information. Ces deux postes aux bénéfices substantiels se refusent de plus à payer au gouvernement andorran les impôts dus.

La production d'électricité est aussi, en Andorre, un problème aigu. La FHASA (1) contrôlée par le trust catalan du milliardaire Mateu n'a jamais tenu ses engagements et pendant 44 ans, la distribution a été hautement problématique. Actuellement des négociations sont en cours en vue d'une nationalisation de l'entreprise.

Les forces progressistes andorranes mènent une lutte en ce moment pour l'obtention de droits politiques aux citoyens de première génération (2) victimes jusqu'aujourd'hui, d'une discrimination intolérable. La campagne, menée pour la reconnaissance des droits politiques aux Andorrans de première génération, constitue un premier pas sur le chemin de la prise de conscience et de lutte pour la transformation de la société andorrane. L'extrême droite n'a pas manqué de se manifester, et a lancé de fortes menaces contre les démocrates et les révolutionnaires andorranes.

Correspondance ■

(1) Centrale électrique qui a le monopole de la production et de la distribution pour la Vallée.

(2) Dans la situation actuelle, ne bénéficient de ces droits que les Andorrans de 3^e génération au moins.

assassinat d'un militant

Mohamed Boudia est mort, assassiné en plein Paris, comme Hamchari, comme Koubaïsi...

Il est mort parce qu'il représentait la Résistance palestinienne, et parce que le gouvernement israélien n'a pas d'autre issue que d'essayer d'exterminer ceux qui affirment le droit d'un peuple à exister et à choisir librement son destin.

Comme toujours les belles consciences se sont tuées, et comme toujours la presse aux ordres (1) a joué son rôle en disant, avant même que l'on ait la moindre information, que selon toutes les apparences, Mohamed Boudia transportait un engin qui aurait explosé accidentellement.

Mais où il y a tromperie, c'est quand le gouvernement de Pompidou prétend jouer son rôle : voilà des gens qui uti-

lisent ouvertement les écoutes téléphoniques, l'infiltration, les mouchards, les provocations pour connaître les positions de leurs adversaires politiques, voilà un ministre de l'Intérieur dont tous les régimes les plus policiers nous envient la compétence.

Et tous ces virtuoses de la police moderne ignoreraient la présence sur le territoire de ces techniciens du crime raffiné et signé que sont les services secrets israéliens ?

Il faut l'aplomb tranquille d'un Olivier Stirn pour oser affirmer que tous les procédés illégaux qu'emploie la police le sont dans des buts de défense nationale, alors que précisément,

cette police est incapable d'empêcher l'action de services spéciaux étrangers.

Ce qui est vrai, c'est qu'il y a une complicité totale du gouvernement français avec tous ceux qui défendent le capitalisme dans tous les coins du monde ; ce qui est vrai, c'est que tout le dispositif policier de Marcellin est dirigé non pas contre un danger extérieur, mais contre ceux qui contestent l'ordre capitaliste, en France ou ailleurs. Ce qui est vrai, c'est que, plus que jamais, le PSU est solidaire de ces gens-là, de la résistance palestinienne, de Mohamed Boudia.

B. J. ■

(1) Titre de « l'Aurore », qui s'est particulièrement distinguée à cette occasion : « Tué par sa propre bombe ! » Encore bravo, M. Guérin...

à visage découvert

NOUS ne permettrons pas, Boudia, la trahison qui est de faire de toi « un homme mystérieux », un « étranger », un « poseur de bombes ». L'homme qu'ils ont assassiné jeudi, rue des Fossés-Saint-Bernard, était exceptionnel. Autodidacte, engagé très tôt dans la résistance algérienne, responsable F.L.N., créateur et directeur du Théâtre National Algérien, directeur de journal, ami personnel de Ben Bella dont il soutenait le socialisme révolutionnaire, il avait fui le régime né du putsch d'Alger. Il vivait depuis à Paris où il se consacrait à l'action culturelle, car cette action était pour lui inséparable de l'action politique.

Il luttait pour une reconnaissance de la culture arabe vivante qui serait le ciment d'une grande nation arabe. Ses écrits, publics ou inédits, témoignent de sa lucidité, de la clarté de son engagement.

Cachait-il ses opinions ? Ne luttait-il pas à visage découvert ? Il se premenait librement dans Paris, était salarié au Théâtre de l'Ouest Parisien, circulait dans cette R 16 grise que chacun connaissait.

L'homme qu'ils ont tué n'est pas un combattant de la « guerre de l'ombre ». C'est un intellectuel progressiste, militant passionné pour la nation arabe,



abattu pour ses opinions sur une terre d'Alsace.

Il me faut aussi parler de l'ami. Mercredi soir, il était là, s'inquiétant de mes difficultés à la suite d'une baisse de subventions allouées au T.O.P. Attentif

à mes préoccupations, il semblait détendu et jouait avec ma petite fille. Je reviendrai dimanche pour le café... nous a-t-il dit en nous quittant.

Ce jeudi 5 juillet, à 11 heures, nous réunirons au T.O.P. (1) où il était chez lui, tous ses amis du spectacle. Nous le ferons pour lui rendre hommage, mais aussi pour témoigner de l'importance de l'homme qui est mort, pour que la lumière soit faite, pour que l'image que nous avons de lui ne soit pas caricaturée, avilie pour le plus grand nombre, lui qui se battait pour la vérité et la justice. Nous ferons nôtre ce poème écrit pour lui par Lise Medini :

« Je ne vois plus ton corps meurtri
Je ne vois que ton sourire
tendre et rieur qui se moque des [assassins.]

Quel bon tour tu leur as joué
Ils ont voulu tuer l'idée
Ils n'ont fait que la libérer.
Tu leur as laissé ton corps en pâ- [ture]

un os à ronger, pour les loups
Mais l'idée
mais la musique
mais la Révolution
Nul ne peut la détruire ».
Pierre VIELHESCAZES (*) ■

(1) 60 Rue de la Belle Feuille - BOULOGNE-BILLANCOURT.

(*) Directeur du Théâtre de l'Ouest Parisien.

rencontre avec les Jusos

Nous avons déjà rencontré les JUSOS (1) plusieurs fois, soit en délégation rue Borromée, soit que nous ayons assisté à leur congrès. Les contacts étaient apparus, d'emblée, très faciles et très passionnants, tant en raison de l'importance numérique et stratégique de leur mouvement (près de 40 % des militants du S.P.D.) que de l'évolution très positive amorcée par ce qui, d'une organisation de jeunes du S.P.D., est devenu un véritable groupe politique, se battant sur une ligne de gauche au sein du parti social démocrate allemand.

Des centres d'intérêt commun s'étaient vite fait jour : Europe socialiste, firmes multinationales, problème des travailleurs immigrés, statut du travailleur dans l'entreprise. Nous en discutons au niveau national et une rencontre importante devait

avoir lieu en octobre prochain, avec une délégation officielle comprenant les leaders politiques de la formation allemande. Michel Rocard devait se rendre en Allemagne auparavant pour préparer cette rencontre et mettre sur pied diverses actions communes, allant d'un grand meeting commun à des opérations contre des firmes multinationales. Bref, on sentait de part et d'autre une volonté de resserrer les contacts, de déboucher sur des actions concrètes et d'envergure. Et cela s'annonçait bien.

Et puis, le mardi 16 juin, tout a démarré, à la base pourrait-on dire... Les deux fédérations d'Alsace (Bas-Rhin et Haut-Rhin) qui entretiennent de longue date des relations très suivies avec les JUSOS, ont organisé à Colmar une « journée de travail en commun » groupant d'une part 35 militants du P.S.U. d'Alsace, de l'autre une délégation de 30 JUSOS du Bad-Wurtemberg, conduite par un membre du Bureau National des JUSOS. Côté P.S.U., un membre du bureau national était présent.

Consacrée, au départ, au thème de l'Europe socialiste, cette journée de travail a vite débouché sur nombre d'autres questions ; parmi elles, l'autogestion était au centre du débat. De même, la nécessité

pour les deux parties de se « situer » dans la gauche respective de deux pays est apparue comme une préoccupation primordiale. De toute évidence, au terme des débats très animés, et marqués d'un souci de progression concrète très remarquable (on est solide en Allemagne, mais on est aussi solide en Alsace !) les mots d'ordre d'Europe socialiste, de dénonciation et de lutte contre les firmes multinationales nous sont désormais un acquis commun d'autant plus important que le P.S.U. est seul en France à défendre ces thèses et que les JUSOS sont eux-mêmes très isolés sur la question européenne en Allemagne.

Sur le problème de l'autogestion, il nous a semblé que la réflexion des JUSOS s'accélérait : qu'en particulier, le thème de la cogestion était l'objet d'une certaine remise en cause. Visiblement, l'autogestion, même s'ils ont encore du mal à la traduire, dans leur propre vision politique, les intéresse. Tellement d'ailleurs qu'ils organisent fin septembre, en Allemagne, un colloque sur « l'Autogestion et cogestion » auquel le P.S.U. sera invité, comme d'ailleurs le P.C.F., le P.S., la C.F.D.T et la C.G.T.

Sur le thème des forces politiques existant dans chacun des deux pays, nous avons redit aux JUSOS nos espoirs et aussi nos interrogations après le récent congrès du S.P.D. Quant à eux, même s'ils demeurent quasi structurellement en contact assez étroit avec le P.S. et le CERES, beaucoup nous ont fait part de leur étonnement devant le peu d'empressement ou de capacité de ces derniers à agir sur le terrain, alors que nos camarades d'Alsace leur paraissent beaucoup plus actifs.

Un bon point donc pour ces deux fédérations, pour qui cette journée constituée

Réunion : la peste kaki

Depuis début juin, va-et-vient incessant d'avions et de bateaux entre Madagascar et l'île de la Réunion.

Malgré le silence des autorités, il est clair que le repli des troupes basées à Madagascar est commencé : on signale l'aménagement du port pour permettre le stationnement d'une unité navale et des achats massifs d'immeubles et de terrains pour le cantonnement des parachutistes. Par ailleurs, le commandement des forces du Sud de l'Océan Indien s'installe dans l'hôtel des « relais aériens ».

Actuellement de 3 000, les effectifs de l'armée et de la police vont monter au chiffre de 4 000 dans l'avenir le plus immédiat, pour atteindre ensuite celui de 5 à 6 000 hommes. Cette invasion fait pendant à l'émigration organisée des jeunes réunionnais en France... Le bilan migratoire de l'île tendra cette année vers l'équilibre !

Ainsi, avec la décision d'implanter à la Réunion une puissante base de radio-navigation, s'insérant dans le réseau américain OMEGA pour les besoins de la force nucléaire sous-marine, la décision de transférer les bases de Madagascar dans l'île confirme la volonté de la France de s'en tenir à sa doctrine stratégique traditionnelle. En second lieu, elle ne peut avoir pour objectif que l'intervention contre les travailleurs, petits planteurs, chômeurs et jeunes engagés dans une lutte active contre l'exploitation coloniale et pour le droit à l'autodétermination. ■

Madagascar : procès du MFM

Reporté à trois reprises, le verdict du procès du MFM (« Parti pour un pouvoir prolétarien ») et des groupes affiliés, au cours duquel ont comparu 65 accusés dont le leader toujours emprisonné, Rakotonirina Manandafy, doit intervenir cette semaine. Soit un mois et demi après les tentatives de manifestations du 13 mai (qui ont motivé les inculpations), et quelque 8 jours après la fête nationale qui marque l'entrée en vigueur des nouveaux accords de coopération franco-malgache.

Passé inaperçu en France, ce procès revêt une grande importance pour l'île : il souligne en effet l'orientation choisie par le gouvernement malgache qui s'appuie désormais sur la nouvelle bourgeoisie technocratique et d'affaires, espérant neutraliser les forces populaires qui l'ont amené au pouvoir.

En fait, « la manœuvre du 13 mai » a échoué en grande partie, et les reports successifs des verdicts témoignent de la perplexité actuelle du régime... Le procès a été l'occasion pour le MFM de se réorganiser pour répondre politiquement au déficit des militaires. Il a suscité un intérêt passionné à Tananarive, auquel on ne s'attendait pas. Enfin, de nombreuses organisations politiques, syndicales et confessionnelles se sont émues, et l'ont fait savoir, de voir emprisonner le jour anniversaire des événements de 1972 ceux qui en furent les principaux acteurs... ■

un plein succès... d'autant plus qu'elle sera suivie de beaucoup d'autres (des groupes de travail bipartites ont été constitués qui doivent prendre un caractère permanent) et d'action en commun (ce qui s'est déjà fait : manifestation sous la même banderole contre l'implantation de nouvelles centrales nucléaires, par exemple). Il faut dire aussi que ces deux fédérations possèdent quelques militants de marque.

Cette invasion pacifique de nos camarades allemands, nous avons pu la présenter lors d'une conférence de presse qui a eu un bon écho régional.

La presse, apparemment, ne s'était pas en effet trompée sur la signification de cette rencontre ni sur son importance, et son caractère exemplaire et novateur. C'est la première fois en effet que des militants de base européens (singulièrement français et allemands) se rencontrent et discutent ensemble de leur projet politique et de la coordination de leurs luttes. La première fois qu'au-delà de la confrontation des points de vue, ils envisagent l'élaboration d'une stratégie et d'une analyse commune relatives au fait européen et à la réalité des firmes multinationales. Et cela peut déboucher très vite sur une solidarité effective des travailleurs concernés dans le prolongement de l'action faite en 1972 sur Philips.

Pour les militants, les socialistes que nous sommes, seuls existent les frontières de classe, celles du pouvoir. Qu'il faut briser. A l'Est, décidément, il y a du nouveau.

Daniel LENEGRE ■

(1) Jeunesses Socialistes du S.P.D.

Avignon sans Druon

En Avignon, le festival est une grande fête de la culture connue dans le monde entier, uniquement subventionné par la ville. Druon n'a pas à y mettre son nez, mais les animateurs et metteurs en scène invités au Festival en parleront et il y en aura bien quelques-uns qui penseront à lui élever une statue à côté du lion malade de la Place de l'Horloge.

Qui participe cette année au Festival ? Des animateurs qui ont à la fois sébile et cocktail molotov dans la main : Gabriel Garran (Théâtre de la Commune d'Aubervilliers), Marcel Marchal (Théâtre du Cothurne), Antoine Bourseiller (Centre Dramatique National du Sud-Est), Robert Gironès (Théâtre de la Reprise); le « Théâtre ouvert » animé par Lucien Attoun où des auteurs affrontent en première le public ; Alain Rais (Spectacles de la Vallée du Rhône), « La Salamandre » (du Havre) Avron et Evrard dans les quartiers... Cinéma, opéra, danse, ateliers - n'oublions pas dans ce rapide inventaire les humoristes qui tiennent « salon » et nous feront rire des grands de ce monde et des choses de la vie : aux célèbres Desclouzeaux, Puig Rosado, Searle, Sempé, Bonnot, Tim, s'ajoutent un Suisse (URS), un Américain (Koren), un Belge (GAL). Ni Picasso présent au Palais des Papes.

Dans le cadre du festival officiel, un animateur longtemps resté en marge, fait son entrée cette année : André Benedetto. A côté de son lieu habituel de travail, le Théâtre des Carmes, la Nouvelle Compagnie d'Avignon, animera un lieu du Festival, le Cloître des Carmes. Deux lieux qui constitueront la

plate-forme de l'expression occitane. Débats, ateliers, conférences, participation de chanteurs occitans. Côté Théâtre : « La guerre du vin » par le Teatro de la Carrera - « Pourquoi et comment on a fait un assassin de Gaston D. » et « La Madone des ordures » de Benedetto par la N.C.A. - « Dom Esquichote » par le Centre Occitan de Provence (du 10 au 24 juillet) : « La Reconquista Occitana d'Avignon ».

Un autre Avignonnais, Gérard Gelas, et le Chêne Noir proposent du 7 juillet au 11 août, dans le cadre superbe de l'Eglise Ste-Catherine, l'histoire d'un petit cirque minable. « Miss Madonna », est-ce un conflit politique, une histoire d'amour, une aventure de rêves ?... ou plus cruel-

lement encore la réalité immédiate.

Un président d'une royale république qui cherche comment endormir son peuple achètera la jolie Madona à Angelo, au patron du cirque. Un amour brisé, Madona deviendra un objet publicitaire de télévision au service du président... « Quels sont ces ministres qui dansent derrière Miss Madona ? Comment le peuple pourra-t-il réagir à son numéro télévisé... quelle peut bien être cette société où un petit groupe d'hommes peut à loisir acheter d'autres hommes ? ». Les spectateurs sauront bien, à la lumière du spectacle, trouver dans notre actualité quotidienne des images correspondantes.

(nb. Si des MJC, et associations souhaitent présenter ce spectacle, qu'ils aillent le voir en Avignon, au Chêne Noir ou qu'ils écrivent à Gérard Gelas pour prendre contact. Les conditions de participation seront étudiées en fonction des budgets des associations).

« Il suffit de passer le pont »...et c'est tout de suite Villeneuve-lez-Avignon où Dominique Houdart et Marcel Violette animent le 2^e carrefour du



Miss Madona : un étrange conseil des ministres

Théâtre d'Animation du 21 juillet au 6 août.

Le petit festival de marionnettes de 1972, qui avait connu un grand succès, revient cette année avec de plus grandes ambitions. Du beau cloître de la Collégiale qu'il animait l'an dernier, il éclate maintenant dans la ville entière : la Chartreuse, le Fort St-André, toutes les merveilles architecturales de Villeneuve. 30 représentations (traditions populaires avec toone, recherches contemporaines avec les compagnies Hubert Japelle et Dominique Houdart, théâtre pour enfants avec Claude et Colette Monestier). Deux expositions : Toone à la Collégiale, Centre National des Marionnettes à la Chartreuse.

Trois ateliers ouverts au public : pour les enfants, Claude et Colette Monestier ; pour le spectacle des Villeneuvois, Catherine et Marcel Violette. Une grande particularité de ce 2^e Carrefour d'Animation est l'importance donnée à l'animation culturelle de Villeneuve-lez-Avignon en mettant toutes les techniques d'animation au service d'une expression populaire, sous forme d'un spectacle réalisé par les Villeneuvois : le 31 juillet, au Fort St-André, un énorme monstre représentera la peste. Aux spectateurs de s'exprimer en toute liberté !

Françoise CLAIRE

Adresses utiles : Festival d'Avignon : Bureau du Festival - Cours Jean-Jaurès, tél. : (90) 81.45.50 et 51. Théâtre des Carmes (Nouvelle Compagnie d'Avignon) - Place des Carmes, tél. (90) 82.20.47. Théâtre du Chêne Noir - 8, rue Ste-Catherine. Carrefour d'Animation de Villeneuve-lez-Avignon, (Gard - 30) - Mairie, tél. : 81.45.93.

— Jeudi 5 — 1^{re} chaîne - 20 h. 45 : « DROLE DE DRAME », de Marcel Carné. Les dialogues, du meilleur Prévert (bizarre... bizarre... !) Les acteurs : Louis Jouvet, Françoise Rosay, Michel Simon, le laitier Jean-Pierre Aumont.

— Vend. 6 — 3^e ch. - 20 h 30 : « 52^e » : « Prisonniers of War ». Des soldats américains libérés du Vietnam témoignent.

1^{re} ch. - 21 h. 35 : « Bangla-Desh an 1 », du désespoir à l'espoir... sur les traces de Malraux.

— Sam. 7 — 3^e ch. - 20 h 35 : « La Planète Bleue » : un spectacle du Théâtre de la Commune d'Aubervilliers monté pour la jeunesse.

— Dim. 8 — 2^e ch. - 22 h 45 - Ciné-Club : trilogie Gorki - « Mes Universités », film de Marc Donskoï.

— Mardi 10 — 2^e ch. - 20 h 35 : « Dossiers de l'Ecran » : « Ils ont tué Jaurès ».

— Merc. 11 — 3^e ch. - 20 h 30 : « Le Désert Rouge », film de M. Antonioni : difficulté de l'échange et de la communication entre les gens, bouleversement des comportements par la civilisation industrielle.

— Jeudi 12 — 3^e ch. - 20 h 30 : Naissance du fascisme en Italie. Mais aujourd'hui, le fascisme quotidien - ce ne sera pas pour ce soir

— Vend. 13 — 2^e ch. - 20 h 35 : « Les Oiseaux », film d'A. Hitchcock. — 1^{re} ch. - 21 h 30 : L'Inde, 5000 ans de civilisation (Malraux suite).

Et pendant deux mois, fermez et oubliez la télé... Guy Lux sans frontières, c'est pas le pied ! Allez plutôt voir sur place comment on défigure et on pollue vraiment la France (au Larzac, en Occitanie, en Bretagne et ailleurs). Arrêtez le massacre ! Bonnes vacances quand même.

la monnaie

La monnaie est une bête noire des étudiants en économie. Elle est aussi un sujet difficile pour les auteurs ; même pour Marx qui, comme le rappelle Suzanne de Brunhoff (1), le traite au début du « Capital » dans un développement apparemment sans lien avec la méthode historique. La monnaie chez Marx serait-elle une catégorie en soi, étrangère aux rapports sociaux qui éclairent les autres domaines de l'économie politique ? La réponse est évidemment négative, mais cette évidence n'est pas partagée par tout le monde puisque S. de Brunhoff reproche à Roger Establet, co-auteur avec Louis Althusser de « Lire le Capital », d'être tombé dans le piège d'une théorie pure de la monnaie telle que le premier chapitre du Capital peut paraître la justifier. Ce n'est pas le moindre paradoxe de ce livre que d'accuser ceux qui ont le plus contribué à mettre en lumière la rupture épistémologique entre Ricardo et Marx de céder le terrain au premier nommé quant à la question monétaire.

Dans cette réflexion sur la monnaie comme catégorie historique réside l'intérêt essentiel de ce livre difficile d'accès, dont on attendait la réédition. L'auteur reconnaît volontiers que sa faiblesse est de ne pouvoir apporter une réflexion convaincante sur le problème des prix, pour la simple raison, qu'il n'y a pas dans Le Capital une théorie générale des prix qui soit satisfaisante ; mais ajoute-t-elle, l'état actuel des travaux ne permet pas de dire si ce manque est une véritable lacune ou bien si le problème des prix est un faux problème monté en épingle par l'économie politique bourgeoise.

L'ambition de Jean-Marc de Préneuf est moins théorique. Dans le cadre de la nouvelle collection « Tout savoir sur », il se propose de répondre à toutes les questions que se pose l'homme de la rue sur la monnaie (2). Le résultat est à la mesure de l'ambition : un ouvrage clair, complet, qui fera le bonheur des non-initiés. Mais ce type de collection a bien sûr ses limites. Sur la forme d'abord, la méthode questions - réponses agréable dans les premières pages, devient lassante par la suite ; sur le fond ensuite, l'auteur n'a guère le temps d'examiner les mécanismes de la monnaie et des prix en tant qu'ils sont liés à un système économique déterminé, le capitalisme. Mais avant d'entrer dans des réflexions de ce genre, il faut d'abord s'initier aux mécanismes et aux techniques monétaires de base. C'est ce que permet ce petit livre.

J. G.

(1) Suzanne de Brunhoff. La monnaie chez Marx. Ed. Sociales.

(2) J.-M. de Préneuf. La Monnaie. Ed. Filipacchi - 6 F. En vente à la librairie de T.S.

JULIEN FABRE et HERVE MICHAEL, Stop ou l'automobile en question.

Mercure de France, 20 F. - Si vous voulez savoir pourquoi on peut se tuer en bagnole même à 100 km/h, avec une ceinture de sécurité, pourquoi tous les « Monsieur Sécurité routière », que pourra nommer le gouvernement ne serviront à rien, pourquoi le seul vrai problème de l'automobile est celui de la place grandissante que le véhicule individuel tient dans notre société, il faut lire ce petit livre plein de force. Et de propositions.

notes de lecture

nouveau regard sur la littérature française

Les Editions sociales poursuivent la publication de leur manuel d'histoire littéraire de la France. Quatre tomes sont déjà parus, le dernier portant sur la période menant de la Révolution aux journées de juin 1848.

On se doutait bien, avant d'entreprendre la lecture de ce manuel qu'il avait sa place parmi les autres manuels d'histoire littéraire. Après lecture, on se demande comment on a pu supporter si longtemps une telle lacune dans les moyens dont disposent enseignants, étudiants ou lecteurs « ordinaires » pour prendre connaissance des auteurs français. Car maintenant que la comparaison est possible, on se rend mieux compte combien des manuels comme celui de Lagarde et Michard, véritable bible de tous les candidats au bac, sont empreints d'une certaine idéologie bourgeoise de la culture. Certes, il n'est pas question de réintroduire ici le manichéisme

stalinien séparant brutalement art « bourgeois » et art « prolétarien » ; comme le soulignent les auteurs, « la théorie du reflet est aujourd'hui morte ou mourante, ou toujours à pourchasser, avec le positivisme qui la sous-tendait ». Mais en redécouvrant ces écrivains français à la lumière des faits sociaux de leur époque, on apprend à expliquer les différentes formes du talent, même si le génie artistique n'est pas épuisé par la méthode d'analyse matérialiste.

Il faudrait beaucoup de temps pour décrire ici toutes les richesses que contiennent les deux gros volumes composant le quatrième tome de ce manuel. Contentons-nous d'ajouter qu'une nouvelle échelle d'importance littéraire est définie par la place relative accordée à chaque écrivain dans cet ouvrage, certains auteurs méconnus trouvant une juste défense ; soulignons enfin, cela va de soi mais peut-

être n'est-il pas inutile de le préciser, que les conditions historiques de la production littéraire sont analysées avec soin, non seulement pour leur influence sur le livre proprement dit mais aussi sur la presse et la chanson que ce manuel intègre judicieusement dans la production littéraire.

A-t-on pour autant sous les yeux un véritable manuel, c'est-à-dire une somme systématique de ce qui doit être connu sur un sujet ? Assurément pas et les auteurs en conviennent en décrivant leur travail comme « un ensemble de recherches ». Mais ajoutent-ils à juste titre, « comment en serait-il autrement alors que nous en sommes au stade du défrichage ? »

Rarement défrichage aura été aussi utile et aussi prometteur pour l'avenir.

J. G.

Histoire littéraire de la France. Tome 4, 1789-1848. Deux volumes. 40 F chaque. Ed. Sociales.

**TOUS UNIS
CONTRE LA
REPRESSION**